



KNOWLEDGE MATTERS

Engagement communautaire

Numéro 29 | Décembre 2020

CONCERN
worldwide

**ENDING
EXTREME POVERTY
WHATEVER
IT TAKES**

Si vous souhaitez proposer des contributions, des idées ou des sujets pour les prochains numéros de Knowledge Matters, n'hésitez pas à contacter l'équipe éditoriale par e-mail à knowledgematters@concern.net.

Les avis exprimés sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de Concern Worldwide ou de ses partenaires.

Knowledge Matters en bref

Knowledge Matters propose une analyse pratique relative au développement et au travail humanitaire de Concern Worldwide. Elle offre au personnel et aux partenaires une plateforme d'échange d'idées et d'expériences. La publication a pour vocation d'encourager une analyse de haute qualité afin de faciliter la compréhension du travail de Concern.

Le personnel et les partenaires de Concern décrivent leurs idées et leurs expériences au travers de leurs articles. Ces articles sont très courts (de 500 à 1500 mots). Habituellement, vous n'avez de la place que pour émettre deux ou trois idées intéressantes. Voici quelques conseils pour rédiger un court article de fond :

- Commencez par imaginer les personnes qui vont vous lire - vos collègues de Concern. Pourquoi sont-ils intéressés – pourquoi veulent-ils lire votre article ? Lorsque vous avez identifié votre idée centrale, énoncez-la de suite, dans le titre ou dans la première phrase.
- Que peuvent apprendre les autres de votre histoire ? Concentrez-vous sur cela. N'oubliez pas d'étayer votre histoire avec des données probantes. Elles peuvent provenir d'évaluations.
- Il est plus facile d'amener les gens à vous lire si vous mettez d'abord en avant la dimension humaine – en mentionnant des personnes et des événements réels. (Vous n'avez pas à donner de noms.)
- Utilisez des phrases courtes. Vous pouvez utiliser le guide de style de Concern pour vous aider.

- Limitez la longueur des paragraphes à un maximum de six lignes.
- Utilisez un style simple. Bon nombre des lecteurs de Knowledge Matters ne sont pas de langue maternelle anglaise ou française, alors réfléchissez bien avant d'utiliser des expressions idiomatiques ou un langage familier que les autres ne pourraient pas facilement comprendre.
- Évitez toujours de présupposer que vos lecteurs ont un niveau de connaissance élevé du sujet sur lequel vous écrivez.
- Utilisez des phrases à la voix active (« nous avons organisé un atelier » et non « un atelier a été organisé »)
- Utilisez des expressions courtes et claires.
- Votre titre doit être bref - pas plus de huit mots.
- Si nécessaire, utilisez des photos pour illustrer le récit, mais veillez à respecter le Code de conduite Dóchas sur les Images et les Messages.

Légende de la photo de couverture : Le personnel de YouthLink et Concern BRCIS animant ensemble une session de communication libre (Goal-Free Communication) avec la communauté Gaheyr dans la région de Wadadjir Banadir, Somalie, 2019. Photo : Hussein.

Sommaire

- 4 Engagement Communautaire et les Programmes de Concern
- 6 Engagement Communautaire de BRCiS
- 12 Conversations communautaires pour un changement de comportement sanitaire et social - Recherche au Kenya
- 18 Approche des conversations communautaires pour l'autonomisation des communautés : expérience du Kenya
- 24 Utilisation des énoncés de vision de la résilience communautaire pour engager les communautés au Bangladesh
- 29 Engager les communautés par le biais de Change Makers au Bangladesh
- 33 L'engagement Communautaire en République Centrafricaine
- 38 Mobiliser les communautés par le biais des comités d'éducation communautaire en Somalie

Édito:

Il y a longtemps que je souhaite produire ce numéro de Knowledge Matters sur l'engagement communautaire. J'ai toujours été impressionnée par l'ampleur des divers programmes que Concern met en œuvre et j'ai été fascinée de voir comment des communautés vivant dans des contextes et des circonstances extrêmement variés nous ont adoptés. C'est une leçon d'humilité de voir les communautés nous faire confiance encore et toujours, souvent lorsqu'elles traversent les pires périodes de leur vie. Je sais que nous devons être à la hauteur de la foi qu'ils placent en nous. Pour cette raison, l'évaluation critique de nos approches, de nos méthodologies et du travail lui-même est donc essentielle.

J'ai été frappée de voir combien de fois nos collègues à Concern nous rappellent que, quel que soit le rôle que chacun de nous peut jouer, nous devons avoir nos bénéficiaires à l'esprit dans toutes les activités que nous faisons. Nos convictions et nos mandats détaillés dans « Comment Concern comprend l'extrême pauvreté » et nos politiques sur les « Approches

des situations d'urgences » renforcent cette démarche axée sur les populations.

Ce numéro de Knowledge Matters est l'occasion d'examiner un certain nombre de nos façons de travailler avec les communautés dans différents pays et contextes. Le fait même que nous ayons trois pays représentés deux fois dans ce numéro témoigne de la diversité de nos programmes dans ces pays! Le numéro commence par un article de réflexion de Connell Foley, directeur de la stratégie, du plaidoyer et de l'apprentissage, qui nous présente l'évolution des approches de l'engagement communautaire depuis les années 1990 et réfléchit à la façon dont Concern s'engage avec les communautés aujourd'hui en 2020. Ensuite, nous nous rendons en Somalie pour découvrir l'approche du consortium Building Resilient Communities in Somalia en matière d'engagement communautaire. Nous avons ensuite deux articles du Kenya qui, d'une part, examinent les effets de la recherche sur l'approche des conversations communautaires et, d'autre part, explorent la riche expérience de l'utilisation de cette approche dans tous les secteurs et types de programmes au Kenya. Nous passons ensuite au Bangladesh avec un article examinant l'utilisation des énoncés de vision de la résilience communautaire pour introduire une méthodologie complexe de résilience aux inondations. Puis, un autre article examine l'utilisation de « Change Makers » pour impliquer les communautés dans un programme de sécurité des moyens de subsistance. Puis, nous explorons l'engagement communautaire dans le contexte fragile et de conflit de la République centrafricaine et examinons comment notre équipe y a adapté plusieurs de ces méthodologies pour aborder le contexte post-conflit. Enfin, nous terminons par un article explorant le succès du programme d'éducation en Somalie et leur utilisation des comités d'éducation communautaire.

J'espère que vous apprécierez la lecture de ce numéro autant que j'ai apprécié d'en assembler le contenu. Je tiens à remercier très sincèrement tous ceux qui ont contribué à ce numéro en cette année historique et difficile.

Finola Mohan, Programme Knowledge and Learning Adviser, Dublin

Engagement communautaire et les programmes de Concern

Écrit par Connell Foley

Concern a toujours travaillé sur le terrain et l'action de l'organisation a toujours été axée sur la communauté. Notre vision a longtemps été de donner aux populations et aux communautés extrêmement pauvres les moyens d'agir par elles-mêmes et de faire entendre leur voix là où les décisions étaient prises. Nous nous associons à des partenaires qui partagent cette vision.

Mais soyons honnêtes, de nombreuses organisations disent la même chose!

Lorsque je suis arrivé chez Concern à la fin des années 90, notre approche de programmation de développement était fondée sur le principe fondamental de la participation et sur la mise en pratique de ce principe grâce à l'utilisation de « méthodologies participatives » et d'outils tels que ERP, AAP, CLTS, REFLECT, DELTA,¹ Training for Transformation, etc. Les projets ont été conçus avec des communautés utilisant des méthodes classiques d'Évaluation rurale participative (ERP) ou d'Apprentissage et Actions Participatifs (AAP), où les communautés ont été encouragées à identifier leurs besoins, leurs forces, leurs propres ressources et leur propre pouvoir, pour elles-mêmes décider des projets à prioriser, puis les planifier, les mettre en œuvre et en suivre les progrès. Généralement, cela a créé de petits groupes d'affinité travaillant sur des projets qui, selon eux, seraient utiles à leurs membres, donc certaines personnes impliquées dans Farmers Groups (groupes sur l'agriculture), d'autres dans Water Groups (groupes sur l'eau), d'autres dans des associations d'épargne et

de crédit, etc. Dans le cadre du modèle de développement communautaire standard, ces groupes étaient généralement coordonnés ou supervisés par un Comité de développement villageois (CDV), qui était une sorte de lien avec le soutien et les ressources gouvernementales. Ceci constituait l'approche fondamentale du développement communautaire. Fait intéressant, cela a également fourni une plateforme pour les processus de décentralisation gouvernementale (attention, il existe un certain nombre de modèles dits de décentralisation!) où des villages ont développé leurs propres plans qui ont contribué à ceux de la paroisse/commune, menant à des plans de développement du quartier et de la province.

Depuis, beaucoup de choses ont changé, le passage d'une approche par zone à une approche sectorielle (on a maintenant bouclé la boucle!), le passage d'une approche de projet localisée à une approche de programme plus large, la fuite en avant pour maximiser le financement des donateurs avec la conséquence d'une perte de flexibilité des approches de conception, la gestion axée sur les effets et les approches de renforcement des systèmes et de décentralisation, entre autres tendances. Curieusement et davantage sous l'impulsion des ONG s'est manifestée une « instrumentalisation » de plus en plus omniprésente de la participation et de la mobilisation communautaire. Concern avait pour habitude de « mobiliser » des groupes et des comités communautaires afin d'aider à atteindre les objectifs prédéterminés de nos programmes sectoriels.

Il semble que nous nous soyons éloignés de la tradition alternative, beaucoup plus répandue dans les approches généralistes de développement de la communauté et des moyens de subsistance, qui consiste à soutenir la mobilisation et l'organisation des communautés comme elles l'entendent et selon leurs besoins. C'est la distinction que certaines ONG asiatiques de développement communautaire ont faite entre « l'organisation communautaire » et la « mobilisation communautaire », cette dernière étant considérée comme inférieure et instrumentalisante. Il s'agit là d'une distinction subtile, mais importante. Le modèle « organisateur » ouvre la discussion de la fédération et la voie aux mouvements sociaux avec tout leur potentiel et leurs défis.

¹. CLTS= Community-Led Total Sanitation, REFLECT = Regenerated Freirean Literacy through Empowering Community Techniques, DELTA = Development Education Leadership Team in Action

Alors, comment Concern interagit avec les communautés en 2020 ?

J'ai été préoccupé par l'accent mis par le Projet Redevabilité Humanitaire (HAP) et son successeur, les Normes humanitaires fondamentales (CHS), sur les « mécanismes de réponse aux plaintes » (GRC). Si l'HAP et le CHS ont tous deux commencé par la notion même de « redevabilité envers les bénéficiaires », selon laquelle les ONGI doivent rendre des comptes à ceux au nom desquels elles prétendent travailler, cette notion a semblé se réduire progressivement et se résumer à des mécanismes de réponse aux plaintes. Ce qui est nécessaire est certainement un dialogue ouvert et permanent entre les participants au programme et le fournisseur de services (Concern) où les problèmes et les progrès sont discutés de façon organique et très régulière, avec des contacts étroits et réguliers entre les travailleurs ou des partenaires de première ligne de Concern et les communautés. Les CRM peuvent avoir leur place et leur utilité, mais ce dialogue régulier est l'essence même de l'engagement communautaire.

Cette édition de Knowledge Matters propose des exemples de la manière dont Concern soutient les plans d'action communautaires au Bangladesh (l'exemple de *Chars* de notre partenaire ASOD) et en Somalie (l'exemple de BRCiS). Ces exemples témoignent de ce contact régulier et de cette ouverture pour discuter des changements et des adaptations que la communauté considère comme nécessaires ou souhaitables. Ceci nous amène vraiment au cœur d'un engagement communautaire de qualité. La raison d'être de l'approche des conversations communautaires se trouve dans ce principe fondamental de la participation et de l'écoute de la voix des populations, ainsi que dans l'enrichissement des plans locaux et gouvernementaux par des contributions des communautés qui ne sont pas ponctuelles (« par consultation »), mais continues et le fruit d'une réflexion. Concern Kenya s'est beaucoup investi dans cette approche et décrit bien la valeur ajoutée ressentie par les communautés et par l'organisation. Il est également très utile d'obtenir l'avis et les conclusions d'un chercheur indépendant sur la valeur et les lacunes de l'approche des conversations communautaires.

Nous devons continuer à obtenir des critiques externes sur notre travail et nos hypothèses.

Nous devons considérer l'engagement communautaire comme le processus par lequel nous maximisons la participation; où nous plaçons les communautés et les institutions locales au centre des programmes et Concern en périphérie, en soutien. J'ai parfois l'impression que nous avons remis Concern au centre du processus, qu'elle fournit des services aux communautés et que celles-ci s'intègrent dans nos plans, et non l'inverse.

Pour la réalisation de ce numéro de Knowledge Matters, je suis retourné voir ce que j'avais écrit sur ce sujet dans le passé et j'ai trouvé une ébauche de document que j'avais rédigé en 2001 sur les « principes de la participation ». Ce document de trois pages serait trop long à reproduire ici, mais beaucoup des principes énoncés sont autant d'actualité aujourd'hui qu'à l'époque. Un certain nombre de principes devraient être gardés à l'esprit :

- La participation est le tissu dans lequel sont coupés les vêtements de l'organisation sociale et représente l'élément de base de la société civile.
- Les populations pauvres sont les acteurs principaux du développement; elles ont des capacités et des connaissances innées et ont le droit de prendre des décisions concernant leur propre vie. Notre approche participative cherche à mettre les populations pauvres dans les programmes et à leur donner un plus grand choix et plus de poids dans la prise en compte de leurs besoins ou de leurs droits.
- Nous sommes guidés par le fait que la participation doit être volontaire et non forcée ou obtenue par la manipulation.
- Une bonne participation repose sur l'accès à l'information, la sensibilisation et l'information de la communauté. Les populations doivent comprendre et voir les avantages réels de la participation.
- Dans la mesure du possible, nous essayons de nous appuyer sur ce qui fonctionne dans les communautés et de travailler avec des structures communautaires durables, à moins qu'elles n'excluent de fait les populations pauvres.

Engagement communautaire BRCiS

Écrit par Mohamud Rirash, Abdulkadir Moalin, Abdulkadir Ibrahim et Paz Lopez-Rey avec la participation de Finola Mohan



Illustration 1 : le personnel de YouthLink et Concern BRCiS anime ensemble l'activité Communication libre avec la communauté Gaheyir dans la région de Wadadjir Banadir, en Somalie, en 2019. Photo : Hussein.

Approche de l'engagement communautaire par le consortium BRCiS

Le consortium BRCiS (Building Resilient Communities in Somalia, Bâtir des communautés résilientes en Somalie) définit la résilience comme la capacité des personnes, des ménages, des communautés, des pays et des systèmes à amortir les chocs et les stress et à se relever d'une manière qui permet de réduire la vulnérabilité chronique et favoriser une croissance inclusive. La première phase de quatre ans de BRCiS, entre 2013 et 2018, a été axée sur le renforcement de la résilience avec et pour les communautés. Dans la deuxième phase (2018-2022), les membres du consortium ont adopté une approche harmonisée de l'engagement communautaire et de l'apprentissage, fondée sur les principes suivants :

- Les communautés participantes cogèrent le projet avec les membres du consortium BRCiS par le biais de comités de résilience communautaire inclusifs et de consultations avec la communauté élargie.
- BRCiS encourage une participation transformatrice qui aboutit à l'autonomisation de la communauté afin de modifier à terme la structure et les institutions culturelles et sociales qui sont à l'origine de la marginalisation et de l'exclusion. Par mandat, BRCiS porte ses efforts sur l'inclusion et la participation des groupes et des communautés les plus vulnérables et les plus marginalisés¹.
- Pour garantir une approche qualitative et harmonisée de l'engagement communautaire, BRCiS adhère à la Méthodologie d'impact axée sur les populations (P-FIM). Cette méthodologie ne s'appuie pas sur un ensemble de questions déjà établies. Afin de comprendre réellement leurs difficultés et leurs capacités de résilience existantes, BRCiS estime que la communication doit être libre. L'engagement communautaire doit également être à double sens, en permettant aux communautés de poser

¹ Parmi les groupes vulnérables du programme, on trouve des ménages dirigés par une femme, des personnes en situation de handicap, des femmes divorcées/veuves, des ménages dirigés par un mineur, des agriculteurs de petites exploitations extrêmement démunis, des femmes à la tête d'une petite entreprise. Les personnes marginalisées, quant à elles, sont des personnes qui ont été exclues de toutes activités sociales qui leur sont refusées sur la base de leur niveau de compétences ou de leurs antécédents historiques.



Illustration 2 : CRC Tula-Adey de Lifeline Gedo et Rirash de Concern BRCiS discutant et notant les activités du process PAC le 26 mars 2019. Tula-Adey dans le district de Bardhere. Photo Abrirahim.

des questions et d'exprimer ouvertement leurs valeurs et leurs opinions. Cette méthodologie contribue à instaurer la confiance et à assurer le leadership des communautés dans l'identification des risques, des vulnérabilités, des capacités de résilience et des plans d'action communautaires (PAC) de renforcement de la résilience en fonction du contexte.

- Les PAC sont adaptables, réagissent aux chocs et sont spécifiques aux chocs et stress principaux de chaque communauté, aux vulnérabilités et aux capacités de résilience existantes. Les communautés codirigent la conception, l'examen, la mise en œuvre et le suivi des PAC et contribuent directement à la mise en œuvre et à la durabilité du projet par des contributions en espèces ou en nature.

Phase de démarrage : établir la confiance grâce au P-FIM, créer des communautés de résilience communautaire et élaborer des plans d'action communautaires

Concern met en œuvre la deuxième phase du programme BRCiS financé par le bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du

Royaume-Uni (FCDO) dans quatre districts urbains et cinq districts ruraux avec quatre partenaires de mise en œuvre : YouthLink (Banadir), SHACDO (Shabeellaha Hoose) Lifeline Gedo (Gedo) et SOSTA (Awdal).

La phase initiale a commencé par un exercice de cartographie des systèmes au niveau de la zone et de priorisation de la matrice de sélection des communautés vulnérables, mené avec l'équipe du programme Concern BRCiS, le personnel des partenaires de mise en œuvre, les leaders des communautés, le comité communautaire et les autorités locales. En conséquence, 34 communautés vulnérables (13 à Gedo, 12 dans le Shabeellaha Hoose, 4 à Banadir et 5 dans les régions d'Awdal) ont été sélectionnées pour participer au BRCiS pendant la période de la phase initiale (octobre 2018 à avril 2019).

Le programme a démarré l'engagement communautaire dans les communautés participantes avec l'acceptation de la communauté élargie dirigée par les anciens de la communauté, comme point d'entrée dans les communautés. Une équipe communautaire spéciale, composée de 25 membres (10 femmes) a été créée dans chaque communauté. L'équipe spéciale représentant différents groupes communautaires avait le



Illustration 3: diagramme de la méthodologie d'impact axée sur les populations (P-FIM), tiré des principes et lignes directrices de l'engagement communautaire BRCIS.

mandat de nommer des membres au comité de résilience communautaire (CRC) composé de 9 à 13 membres (30 % de femmes en moyenne). L'inclusion et la participation des groupes marginalisés et minoritaires dans les CRC ont été encouragées dès le départ. Par exemple, dans la communauté Sahan dans le district de Yaqshid et la communauté Bulu-abtiile dans le district Afgoye, les personnes en situation de handicap sont des membres éminents du nouveau CRC et occupent des postes de présidence. Le processus de sélection des nouveaux CRC par le biais de groupes de travail a pris beaucoup de temps et a nécessité la définition des rôles (conseillers, influenceurs, planificateurs et innovateurs) et un équilibre entre le leadership traditionnel et la représentation d'autres groupes. Toutefois, le temps investi a porté ses fruits en termes d'engagement des CRC et de rôle de leadership dans la facilitation du processus de la PAC.

L'équipe de terrain de BRCIS a été formée au P-FIM, à l'utilisation des outils d'évaluation rurale participative (ERP), ainsi qu'aux directives sur l'engagement communautaire, à partir des enseignements tirés de la phase 1 de BRCIS. Les équipes chargées de la mise en œuvre ont constaté que les exercices P-FIM et les évaluations ERP avaient influencé de manière positive la participation active de la communauté, l'enthousiasme et l'esprit critique sur les processus PAC, et encouragé une participation plus importante de la part des femmes, notamment dans les communautés urbaines. Comme l'a mis en évidence le suivi



Illustration 4: outils d'évaluation rurale participative utilisés dans BRCIS



Illustration 5: Définitions des rôles des comités de résilience communautaire

des données CMU de BRCiS, la représentation et le leadership des femmes dans les Comités de résilience communautaire (CRC) contribuent directement à une cohésion sociale plus forte au sein des communautés BRCiS participantes. Les données d'enquête recueillies entre juillet 2019 et février 2020 ont également illustré une tendance à la hausse de la participation communautaire avec une augmentation de presque dix points de pourcentage des foyers considérant que leur communauté répondait à leurs besoins, cette proportion passant ainsi de 20 % à 29 %. De plus, une enquête téléphonique conduite par le MESH auprès de plus de 750 membres de CRC a fourni des preuves solides du renforcement de la représentation et du leadership des femmes dans les CRC mis en place par BRCiS, avec plus de la moitié (55 %) des positions de direction occupées par des représentantes féminines. Ce résultat est également confirmé par les comptes rendus de programmes collectés par BRCiS.

Les plans d'action communautaires (PAC) ont été développés sur la base d'exercices P-FIM et ERP avec différents groupes communautaires incluant des personnes âgées, des entreprises, des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires. La P-FIM et l'ERP ont suscité la réflexion au sujet de l'impact des chocs

et des sources de stress les plus récurrents, des vulnérabilités spécifiques, des capacités de résilience communautaire existantes et des lacunes à combler pour renforcer la résilience communautaire. Les CRC ont dirigé le développement des PAC avec le soutien et la médiation des équipes de terrain de BRCiS au cours d'un processus en 10 étapes créé pour permettre l'instauration d'une confiance suffisante, un leadership communautaire et une réflexion critique au sujet des priorités, des rôles et des contributions de chacun.

- Étape 1. Réunion de synthèse participative du bilan communautaire (2-3 jours)
- Étape 2. Revue critique par l'équipe BRCiS (Concern et personnel des organismes partenaires) (1 journée au bureau)
- Étape 3. Développement d'une longue liste d'activités (2-3 jours)
- Étape 4. Estimation de coûts des activités par l'équipe BRCiS (1-2 jour au bureau)
- Étape 5. Réunion de priorisation des activités (Concern, personnel des organismes partenaires et CRC) (2-3 jours)
- Étape 6. Développement du PAC proposé (1 journée au bureau)

- Étape 7. Discussion sur le PAC proposé (2-4 jours)
- Étape 8. Réunion communautaire pour présenter le PAC proposé (2-3 jours)
- Étape 9. Finalisation du PAC et approbation par les autorités du district
- Étape 10. Présentation des PAC à la communauté et mise en œuvre.

Révision et adaptation des plans d'action communautaires

Les PAC sont des documents vivants, itératifs et adaptables, permettant la révision des interventions pour prendre en compte les changements de contexte, les effets d'évaluations techniques ou la redéfinition des priorités. Les PAC sont donc adaptés au cas par cas selon la communauté et sont revus annuellement. Les processus de révision des PAC permettent de réfléchir avec les communautés cibles à ce qui a bien fonctionné et ce qui n'a pas bien fonctionné, aux changements nécessaires pour une meilleure adaptation au contexte, aux nouvelles opportunités ou capacités, à la manière dont les interventions du PAC peuvent être rendues plus durables et aux innovations et apprentissages qui peuvent améliorer les réalisations de résilience. Pour la révision annuelle du PAC prévue en avril 2020, une forte implication sur place avec les communautés était nécessaire et l'activité a donc été repoussée en raison des restrictions de déplacement et de regroupement social liées à la COVID-19. Cette révision est désormais prévue pour début 2021.

Cependant, depuis le début de la mise en œuvre des PAC, diverses adaptations ont été mises en place par anticipation ou en réponse à différents chocs. Par exemple, la formation à des compétences techniques professionnelles prévue pour 434 jeunes dans les PAC de quatre communautés urbaines de Mogadiscio a été dépriorisée pour réallouer les financements à l'assistance multi-usages en espèces destinée à atténuer l'impact de la COVID-19 sur les moyens de subsistance de 5008 foyers urbains et ruraux extrêmement



Illustration 6: CRC de la communauté Yaaqdhuub lors d'une réunion de sensibilisation et recueil des idées pour la longue liste d'activités par Mohamud et Abdihakim, du personnel de SHACDO. Photo Hassan Daud, SHACDO, mars 2019

vulnérables. Trois séries d'exercices P-FIM ont également été utilisées pour mieux comprendre la perception de la COVID-19 qu'ont les communautés, les priorités et les meilleures approches de prévention, afin d'informer BRCiS pour sa programmation d'atténuation de l'impact de la COVID-19.

Plans d'action communautaires en réponse à un choc

Le programme BRCiS est adaptable et réactif en cas de choc : il répond aux besoins humanitaires à court terme et vise l'objectif à plus long terme de renforcer les capacités des communautés et des foyers afin qu'ils puissent faire face aux chocs et aux stress qui sont eux-mêmes à la source de ces besoins humanitaires.

Conformément à l'approche de BRCiS axée sur les communautés pour une alerte précoce et une action précoce, Concern a piloté la conception de PAC intégrant la mitigation à long terme et les activités visant à renforcer les capacités de résilience, mais aussi l'action précoce et la réponse précoce aux chocs menées par la communauté. Ceci inclut par exemple des mesures de préparation de la communauté face à un risque d'inondations fluviales (protection des moyens de subsistance, emménagement sur des terrains plus élevés, etc.).

Tout en renforçant les capacités des communautés à réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux chocs, Concern fournit une assistance humanitaire immédiate aux communautés visées et aux communautés voisines touchées par des chocs afin d'atténuer leur impact et de protéger la résilience acquise. Le système d'alerte précoce de BRCiS, qui triangule les données communautaires et régionales primaires et les données secondaires obtenues au niveau du district, permet le déclenchement d'une action et d'une réponse précoces aux chocs sur la base de données probantes, ainsi que la priorisation des zones les plus à risque. Ainsi, depuis le début du programme, les interventions ont été adaptées pour atténuer l'impact de la sécheresse, d'inondations fluviales, de crues soudaines, des criquets et de la COVID-19 grâce à un éventail d'actions précoces et d'interventions. Elles ont inclus par exemple une assistance en espèces, des mesures de sécurité en réponse à des chocs, des bons pour de l'eau dans les communautés et des mesures de prévention des maladies. Ces interventions ont pu être mises en œuvre en temps voulu par le biais du fond de prévoyance pour l'action précoce du programme de BRCiS et étendues par le Crisis Modifier de BRCiS.

De plus, certaines interventions PAC ont été révisées et leur ordre de priorité revu pour permettre des interventions visant à sauver des vies, par exemple à l'aide de transferts monétaires et par l'augmentation des mesures de sécurité. Les Comités de résilience communautaire jouent un rôle essentiel dans l'identification et la priorisation des actions précoces en cas de choc, dans le ciblage des foyers vulnérables, dans la mobilisation pour la mise en œuvre et la contribution communautaire ainsi que dans la surveillance des activités et la diffusion des mécanismes de gestion des plaintes (GRC). Les capacités des communautés ont été renforcées grâce au programme, mais en cas de chocs majeurs tels des inondations, des périodes de sécheresse importantes, etc., il demeure parfois nécessaire de demander une aide extérieure. Cependant, l'objectif des interventions à long terme de BRCiS (telles que l'accès à un approvisionnement en

eau, des groupes d'épargne, des pratiques agricoles intelligentes et améliorées pour l'environnement, l'accès à des marchés de fourrages) est de renforcer les capacités de réaction des communautés pour que celles-ci soient moins vulnérables aux chocs mineurs comme par exemple une faible saison des pluies.

Cogestion des PAC et contribution

Les approches de cogestion des PAC et de contributions communautaires à leur mise en œuvre visent à créer un changement qui transforme en profondeur, à valoriser les communautés et à renforcer leur appropriation des changements et leur durabilité. La communauté contribue directement aux coûts de la plupart des activités du PAC, soit en contributions directes en espèces (pour les activités reposant sur les services d'un entrepreneur, par exemple la construction d'une nouvelle infrastructure d'approvisionnement en eau), soit en nature, par exemple par le biais d'heures de travail pour des travaux communautaires d'un montant égal à celui des contributions d'argent contre travail du programme. Au cours de la période allant d'avril à septembre 2020, les 34 communautés participantes ont fourni une contribution directe de 58 000 \$ US pour la mise en œuvre des PAC, confirmant ainsi l'appropriation et la pertinence des PAC et améliorant le rapport qualité-prix du programme BRCiS.

Conversations communautaires pour un changement de comportement sanitaire et social – Recherche au Kenya

Écrit par Brynne Gilmore

Introduction

Concern Worldwide Kenya, en partenariat avec Trinity College Dublin, Irlande, a entrepris un projet de recherche de deux ans afin de comprendre « comment, pourquoi et pour qui » les conversations communautaires (CC) peuvent mener à un changement de comportement. Les CC ont été largement mises en œuvre dans de nombreux sites Concern Worldwide et sont un élément central de Concern dans la stratégie d'engagement communautaire au Kenya depuis 2009. Actuellement, Concern soutient plus de 300 CC dans quatre comtés du Kenya. Le comté de Marsabit, une zone de terres arides et semi-arides (ASAL) située au nord du Kenya, compte à lui seul 188 groupes de CC.

Fondement/Justification

Au Kenya, les CC sont souvent mises à profit pour aborder des sujets relatifs au changement de comportement social, notamment en ce qui concerne les comportements sanitaires. Malgré l'usage répandu des CC et d'autres types de stratégies d'engagement communautaire pour le changement de comportement, il y a peu de données probantes documentées sur leur efficacité ou sur la manière dont elles fonctionnent (1). Les théories existantes expliquant comment et pourquoi les programmes d'engagement engendrent des comportements sanitaires positifs ont largement été développées dans des contextes de pays à revenu élevé ; ces théories sont rarement développées dans le contexte de pays communautaires à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI) et

ne tiennent donc pas compte des conditions contextuelles variables dans lesquelles ces programmes sont mis en œuvre. L'insuffisance de ces théories et le manque de données probantes pour les justifier contribuent à un manque global de connaissance. La compréhension de *la façon dont* les programmes d'engagement fonctionnent dans leurs contextes spécifiques et *pourquoi* ils engendrent à terme des comportements sanitaires positifs reste un domaine d'étude où la recherche est très insuffisante.

Une base de données probantes plus solide est nécessaire pour développer, mettre en œuvre et soutenir des stratégies de CC réussies dans divers contextes. Au Kenya,

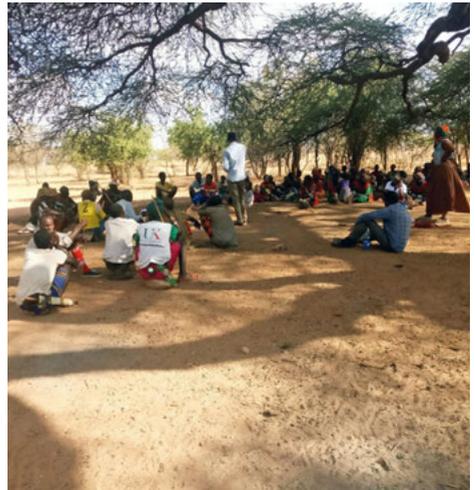


Illustration 1: Une séance de conversations communautaires à Laisamis, dans le comté de Marsabit, en 2019. Photo : Irene Gumato.

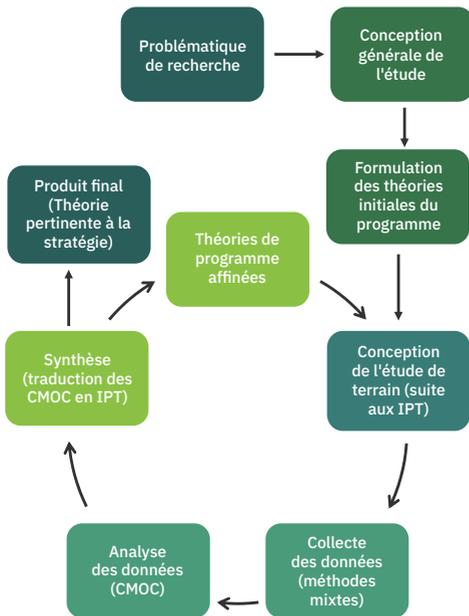


Illustration 2: Processus d'évaluation réaliste

Concern s'intéresse particulièrement à ce sujet de recherche, car les données probantes recueillies seront utilisées pour étendre son programme à plus large échelle et pour soutenir le transfert des connaissances entre d'autres programmes pays Concern. Ce projet de recherche pose donc la question suivante : « *Comment les programmes de conversations communautaires mis en œuvre par Concern Worldwide Kenya contribuent-ils à améliorer les comportements dans le comté de Marsabit ?* »

Méthodologie de recherche

Évaluation réaliste

Cette étude a utilisé une méthodologie d'évaluation réaliste, une forme d'évaluation basée sur la théorie et qui vise à comprendre « ce qui a fonctionné, pour qui, pourquoi et dans quels contextes » (2). Cette méthodologie a pour finalité d'identifier des théories relatives au fonctionnement de ces programmes, ainsi qu'à tester ou à affiner ces théories en recueillant davantage de données.

L'évaluation réaliste fonctionne selon le principe de la causalité générative, principe selon lequel les effets ne se produisent pas seulement dans le cadre des interventions. Les conclusions sont le résultat de « contextes » spécifiques déclenchant des « mécanismes » (réactions et réponses des participants au contexte) : mis ensemble, cette combinaison (contexte et mécanisme) génère des conclusions. Pour comprendre la causalité générative, une évaluation réaliste veut trouver la combinaison de ceux-ci, appelés « configurations contexte-mécanisme-résultat » (CMOC).

Les évaluations réalistes commencent par expliquer comment, pourquoi et pour qui nous (et les concepteurs de programmes) pensons que le changement est en train de se produire, ce que nous appelons les théories initiales du programme (IPT). Ces IPT sont ensuite affinées en collectant des données en conduisant des études de cas. Les données sont analysées pour trouver la causalité générative (CMOC) puis synthétisées dans les IPT pour identifier des théories de programme (PT) plus contextuellement pertinentes.

L'évaluation réaliste est un processus itératif, ce qui signifie que le processus peut passer par plusieurs cycles de collecte de données, et à chaque fois notre théorie devient de plus en plus raffinée et spécifique. L'illustration 1 met en évidence le processus réaliste et nos lecteurs souhaitant en savoir plus sur l'analyse et le raffinement des données peuvent trouver davantage de détails ici (3).

Conception et emplacement de l'étude :

Cette étude consistait en quatre études de cas utilisant des méthodes mixtes. Chacune des études de cas portait sur un sujet différent de changement de comportement, comme indiqué ci-dessous.

- Laisamis - Lavage des mains à quatre moments critiques
- North Horr - Recherche de soins appropriés pour les enfants malades de moins de 5 ans
- Saku - Participation des hommes aux soins des enfants de moins de 5 ans
- Sololo - Division du travail selon le sexe dans le ménage

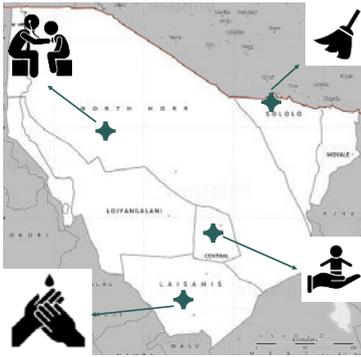


Illustration 3: Conception de l'étude et du lieu montrant les comportements étudiés à chaque lieu où a été menée l'étude de cas.

Enquête - base de référence et situation en fin de projet

Pour explorer les changements de comportement, une enquête a été menée dans chaque communauté que les CC représentent en base de référence (après l'étape 4 du cycle CC « Prise de décision ») et en fin de projet (12 mois après que le groupe CC soit entré dans l'étape 5 « Action »). L'enquête comportait cinq éléments clés utilisant les indicateurs standard de Concern : 1) les caractéristiques démographiques du répondant ; 2) Connaissances, attitudes et pratiques (CAP) (différentes pour chaque CC en fonction du sujet de changement de comportement) ; 3) auto-efficacité ; 4) efficacité communautaire ; 5) Exposition CC. Tous les participants admissibles des communautés ont été invités à participer aux deux moments.

Entrevues et groupes de discussion

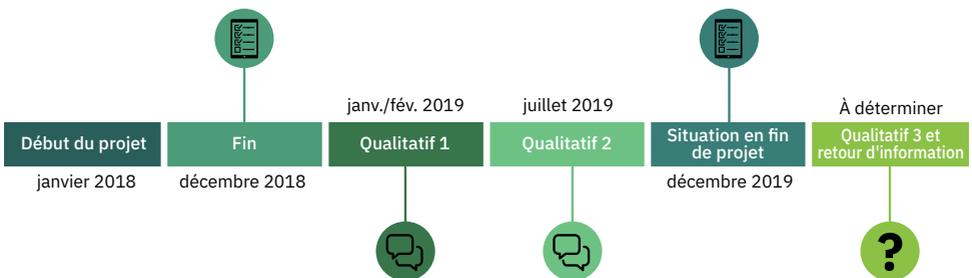
Pour comprendre le processus de CC et comment les CC ont contribué au changement de comportement (ou pas), des entretiens qualitatifs et des discussions de groupe (FGD) ont été menés à deux moments différents dans les 4 études de cas CC¹.

Les entrevues individuelles comprenaient des intervenants communautaires clés, y compris des animateurs de développement communautaire, des animateurs communautaires, des membres de conversations communautaires, des leaders influents de la communauté et des agents de santé communautaire bénévoles. Les groupes de discussion étaient composés de membres de la communauté, divisés par genre.

Autres sources de données

Pour permettre une meilleure compréhension des résultats de l'enquête et des entretiens, des observations et des notes de terrain ont été élaborées sur une période de 2 ans, les documents du CC Concern Kenya et les comptes rendus des réunions du CC ont été examinés.

¹ Le plan, à l'origine, consistait à établir une troisième série d'entretiens une fois les données finales analysées mais cela a dû être reporté à cause de la COVID-19.



Résultats de recherche

Résultats d'enquêtes²

À l'exception du lavage des mains à Laisamis, les résultats de l'enquête n'ont pas montré d'améliorations statistiquement significatives des comportements dans les quatre emplacements des études de cas. Cependant, les scores d'auto-efficacité ou d'efficacité communautaire ont montré des améliorations statistiquement significatives dans les quatre domaines. Les résultats des enquêtes sont résumés comme suit :

Laisamis - Lavage des mains à quatre moments critiques

- Connaissance d'au moins 3 causes et méthodes de prévention des maladies diarrhéiques
- Connaissance d'au moins 3 des 5 moments critiques pour se laver les mains
- Installation adéquate pour le lavage des mains
- Réduction du nombre d'enfants souffrant de diarrhée au cours des 2 dernières semaines
- Observation d'une bonne technique de lavage des mains
- Savon ou cendre utilisés dans le lavage des mains pendant les deux derniers jours
- Augmentation significative des scores moyens d'auto-efficacité des participants
- Mais pas en ce qui concerne l'efficacité communautaire

North Horr - Recherche de soins appropriés pour les enfants malades de moins de 5 ans

- Augmentation significative des scores moyens des participants concernant l'auto-efficacité
- Augmentation significative des scores moyens concernant l'efficacité de la communauté
- Pas d'effets probants quant aux comportements de recherche de soins. Toutefois, le nombre restreint de cas peut brouiller des effets statistiquement significatifs. Par conséquent, il n'est pas possible d'affirmer qu'il n'y a pas eu de changement concernant les indicateurs avec des nombres si petits

Saku - Participation des hommes aux soins des enfants de moins de 5 ans

- Aucun changement observé dans les attitudes face aux rôles hommes-femmes
- Aucun changement quant à la domination masculine en matière de prise de décision
- Aucun changement quant à la participation des hommes dans la garde des enfants
- Augmentation significative des scores moyens d'auto-efficacité des participants
- Augmentation significative des scores moyens concernant l'efficacité de la communauté

Sololo - Division du travail selon le sexe dans le ménage

- Aucun changement observé dans les attitudes face aux rôles hommes-femmes
- Pas de modification dans le pourcentage de partage des tâches entre hommes et femmes
- Aucun changement quant à l'auto-efficacité
- Augmentation significative des scores moyens concernant l'efficacité de la communauté

Résultats qualitatifs

Participants

137 personnes ont participé soit à des discussions de groupe, soit à des entretiens individuels sur les quatre sites à deux moments différents. 71 d'entre eux se sont produits dans 10 groupes de discussion, et les 66 autres personnes ont été interrogées individuellement. Le tableau 1 ci-dessous met en évidence le nombre total par site et par série.

Site	Participants à la 1re série		Participants à la 2e série	Nombre total de participants
	Groupes de discussion (FGD)	Entretiens individuels	Entretiens individuels	
Laisamis	20 (2 groupes de discussion)	5	10	35
North Horr	16 (2 groupes de discussion)	6	8	30
Saku	16 (2 groupes de discussion)	7	8	31
Sololo	29 (4 groupes de discussion)	4	8	41
Total				137

Tableau 1 : Participants aux discussions de groupe et aux entretiens individuels

². Des analyses bivariées ont été utilisées pour déterminer s'il y avait des différences significatives entre les indicateurs d'intérêt entre Temps 1 (base de référence) et Temps 2 (situation en fin de projet). La signification statistique ici signifie que l'association identifiée serait vraiment peu susceptible de se produire (moins de 5 % de chance) s'il n'y avait pas de différence tangible entre les groupes.

Les résultats des entretiens, des discussions de groupe, des observations et des revues de documents sont résumés ci-dessous.

Thèmes clés

Bien que chaque étude de cas ait produit des résultats qualitatifs spécifiques et uniques, il y avait des thèmes communs dans les quatre études de cas. Dans l'ensemble, les participants étaient très réceptifs aux CC et extrêmement favorables à leur poursuite.

L'engagement comme devoir communautaire :

La grande majorité des répondants assistent et contribuent aux CC par motivation interne pour améliorer leur communauté. Les individus ont souvent exprimé un sentiment de devoir envers leur communauté.

Les conversations en tant qu'espace ouvert :

Bien que les comportements spécifiques aient été abordés dans une certaine mesure dans tous les groupes, ceux-ci n'étaient pas l'un des principaux objectifs des CC. Les CC offrent aux membres de la communauté l'occasion et un espace pour se rencontrer et discuter de tous les types de préoccupations et d'événements. Une forte concentration sur un ou plusieurs sujets spécifiques (comme les comportements abordés ici) n'était pas courante, sauf dans le cas de Laisamis.

Acquisition de connaissances : Les individus accordent une grande valeur aux connaissances et à l'expérience qu'ils peuvent apprendre des CC. Les membres assistent à des réunions dans le but de repartir plus préparés ou mieux informés sur des sujets importants pour eux-mêmes, leurs familles et leur communauté.

Motivation positive : Les CC et les individus qui les composent sont souvent poussés à continuer de s'engager lorsqu'ils voient les avantages positifs que les CC peuvent apporter. Cela peut prendre la forme d'une acquisition de ressources (c'est-à-dire l'organisation de panneaux solaires) ou des avantages directs de leur action de changement de comportement (c'est-à-dire plus de stations de lavage des mains dans les communautés).

Partenariats et liens dans les communautés :

Dans la plupart des sites, de multiples activités communautaires sont en cours, allant d'autres types de groupes d'engagement communautaire (c'est-à-dire des groupes de femmes) et des

groupes d'épargne et de crédit, aux journées de dialogue sur la santé et aux visites des agents de santé communautaires. Il est très important de soutenir ces partenariats pour relier les services clés, améliorer la continuité et tirer parti des connaissances et du soutien extérieurs.

Partenariats et liens dans la mise en œuvre :

Les CC traitent de sujets variés et peuvent nécessiter un soutien (c'est-à-dire une formation) tout au long de leur cycle de mise en œuvre. Les CC peuvent être dirigés par l'équipe d'autonomisation de la communauté, mais il est essentiel que tous les programmes Concern fournissent des éléments pour leur mise en œuvre en ce qui concerne le thème spécifique de l'équipe. Il est également important que les CC aient accès à d'autres partenaires de mise en œuvre, tels que le personnel du ministère de la Santé (MS), lors des sessions d'information clés pour soutenir l'acquisition des connaissances et légitimer les efforts de la Conversation.

Niveaux de comportement et complexité : tous les changements de comportement ne peuvent pas être abordés de la même manière. Un changement de comportement plus limité (c'est-à-dire le lavage des mains) qui comporte des actions simples et des rappels visuels est probablement plus simple et prend moins de temps. Des comportements plus complexes tels que la recherche de soins, qui impliquent non seulement de changer une réponse individuelle, mais aussi de traiter des problèmes d'accès et de ressources, peuvent être bien accueillis par les individus mais difficiles à mettre en œuvre. Enfin, des comportements plus socialement ou culturellement transformateurs, tels que ceux



Illustration 4: les acteurs du développement participant à un forum des parties prenantes communautaires afin de discuter et développer des synergies pour répondre aux priorités de développement communautaire à Maikona, comté de Marsabit, 2019. Photo : Halkano Dekama.

qui traitent du genre, nécessitent probablement une grande capacité technique de Concern et de longues périodes pour permettre le changement.

Recommandations et conclusion

Dans l'ensemble, les CC ont eu des résultats mitigés quant à la façon dont ils réussissent à changer les comportements. Un seul des groupes CC (lavage des mains) a pu changer positivement les aspects clés d'un comportement au cours de l'intervention de 12 mois. Cependant, de nombreux autres résultats de cette recherche indiquent le rôle positif de CC au sein des communautés.

Notamment, toutes les études de cas ont vu une augmentation de l'auto-efficacité et/ou de l'efficacité communautaire. L'auto-efficacité est un précurseur important pour toute personne souhaitant changer de comportement, car elle facilite la fixation d'objectifs, l'investissement d'effort, la persévérance face aux défis et la reprise après les revers. L'efficacité accrue de la communauté reflète la capacité des CC à promouvoir un sentiment de confiance des populations dans leur communauté.

Les comportements étudiés variaient considérablement, allant de comportements plus « limités » (lavage des mains), à des comportements plus complexes (recherche de soins) et plus socialement transformateurs (relations et rôles sexospécifiques). Les résultats de cette étude doivent être interprétés avec prudence, en particulier pour les rôles sexospécifiques, car ces changements sociaux nécessitent probablement plus de temps. Il se peut que les CC soient plus aptes à apporter des bénéfices immédiats dans le cadre d'interventions de changement de comportement très tangibles et limités, comme le lavage des mains.

Les principales recommandations émergent de cette étude concernant les CC et le changement de comportement sont :

- La formation/l'éducation doivent régulièrement être intégrées dans les CC, avec le soutien d'un partenaire expérimenté.
- Il est important d'avoir un espace ouvert dans les conversations pour permettre aux besoins de la communauté de s'exprimer, mais si l'on travaille sur un comportement spécifique, il est préférable d'incorporer plus de structure ou de planification pour aborder le sujet afin de s'assurer qu'il est correctement traité.
- Des liens plus étroits avec d'autres programmes de Concern (par exemple la santé, les moyens de subsistance, l'éducation) sont nécessaires que les CC soient mises en œuvre de manière holistique et pertinente. Les liens avec d'autres parties prenantes clés (par exemple, les agents de santé communautaires, le ministère de la Santé) doivent être facilités et soutenus.
- Les sujets qui transforment culturellement et socialement (par exemple, le genre) doivent être abordés avec une extrême prudence. Les ressources de CC existantes (les outils de formation, les exercices, les capacités du personnel) ne sont pas toujours suffisantes pour permettre un soutien éthique et responsable de ces sujets de conversation.

Références

1. Campbell C, Nhamo M, Scott K, Madanhire C, Nyamukapa C, Skovdal M, et al. The role of community conversations in facilitating local HIV competence: case study from rural Zimbabwe. *BMC public health*. 2013; 13(1):1.
2. Pawson R., Tilley N. *Realistic Evaluation*. London: Sage; 1997.
3. Gilmore B., McAuliffe E., Power J, Vallières F. Data analysis and synthesis within a realist evaluation: toward more transparent methodological approaches. *International Journal of Qualitative Methods*. 2019; 18:1609406919859754.

Le financement de cette recherche a été assuré par le programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention Marie Skłodowska-Curie No 713279.



L'approche des conversations communautaires pour l'autonomisation des communautés : expérience du Kenya

Écrit par Zaccheous Nguku Mutunga

Aperçu sur les conversations communautaires

Définition

Les conversations communautaires (CC) sont des dialogues communautaires organisés où les membres d'une communauté se réunissent, discutent ensemble des causes de leur sous-développement, trouvent des solutions et organisent la planification ainsi que la mise en œuvre des actions permettant de changer leur situation. C'est une approche participative qui donne une voix à la communauté et lui permet d'être impliquée dans l'identification de ses propres besoins et de jouer un rôle dans la recherche de ses propres solutions.

Contexte

L'approche des conversations communautaires a d'abord été utilisée comme outil pour traiter du changement de comportement dans la prévention du HIV/SIDA. L'approche a été élargie pour inclure un ensemble d'outils qui permettent aux communautés d'analyser des questions socio-économiques et culturelles plus

vastes et complexes qui nécessitent une action collective. L'approche est mise en œuvre par le biais de discussions organisées dans les villages, en utilisant un ensemble d'outils participatifs d'apprentissage et d'action.

Objectif :

L'objectif principal des conversations communautaires est de stimuler et de maintenir des changements qui viennent de l'intérieur de la communauté. Pour ce faire, il faut susciter de véritables préoccupations individuelles et collectives au sein de la communauté en procédant à un diagnostic commun des structures et des systèmes sociaux responsables des défis auxquels la communauté est confrontée. Le «but final» des CC est d'avoir une communauté autonomisée et capable d'effectuer des changements durables grâce à ses propres actions.

Principes directeurs :

La conviction que les communautés ont la capacité de résoudre leurs propres problèmes, de décider de leurs propres solutions et de mettre en œuvre leurs propres actions.



Illustration 1 : les membres de la communauté dans une séance de carte de pointage à l'école dans l'école primaire de Kalache, comté de Marsabit, 2019. Photo : Richard Issacko.

Conversations communautaires au Kenya

En 2011, Concern a adopté les conversations communautaires en tant qu'approche de transformation sociale et comme fondement de sa programmation intersectorielle au Kenya. Concern a ainsi cherché à instaurer une approche de programmation axée sur la population ; une approche qui exige que Concern réponde aux priorités communautaires. Cette approche reconnaît que la vie, les problèmes et les priorités des populations sont multidimensionnels et exigent un ensemble de réponses multisectorielles. L'approche axée sur les populations reconnaît l'importance cruciale de la participation, de l'implication et de la contribution des populations pauvres, aux solutions humanitaires et de développement. Elle génère des réalisations programmatiques fondées sur une plateforme de droits humains, en aidant les populations pauvres à comprendre leurs droits, à apprendre comment les revendiquer de manière constructive, et surtout, elle renforce la capacité du gouvernement à comprendre et à s'acquitter de ses obligations envers les populations pauvres.

Concern place les populations pauvres au premier plan de son travail. L'organisation intègre dans son approche de programmation des processus qui leur permettent de prioriser leurs propres besoins et de piloter leur propre développement. Cela permet d'accroître la capacité des communautés à communiquer leurs besoins en matière d'urgence et de développement aux gouvernements et aux acteurs du développement ; cela encourage les communautés à réduire leur dépendance à l'égard des interventions extérieures et à identifier les ressources locales permettant d'effectuer des changements locaux ; cela crée des liens permettant aux communautés de communiquer leurs besoins et solutions en matière d'urgence et de développement.

Depuis 2011, Concern a mis en œuvre cette approche dans sept comtés du Kenya, à savoir Nairobi, Marsabit, Kisumu, Homabay, Migori, Tana River et Turkana. En utilisant la méthodologie des CC, Concern a créé 331 groupes communautaires organisés¹ qui agissent comme plateformes d'engagement communautaire.



Illustration 2: Cadre de conversation communautaire

L'expérience des conversations communautaires dans des domaines de réalisation clé

Accroître la capacité des citoyens de faire respecter la redevabilité dans le cadre de la prestation des services

L'approche des conversations communautaires a contribué à accroître la capacité des citoyens à faire respecter la redevabilité à leur égard. Entre 2015 et 2019, les collectivités ont élaboré et présenté 135 pétitions aux structures de gouvernance pour l'amélioration de la prestation de divers services ; 42 % des pétitions soumises ont fait l'objet de mesures de la part du gouvernement. Afin de promouvoir la redevabilité mutuelle en matière d'éducation de qualité, des groupes communautaires liés à 11 écoles, à leurs

¹ A l'origine, ces groupes étaient appelés « groupes de conversation communautaires » mais ce terme a été remplacé ultérieurement par « groupes communautaires organisés ». Cette modification s'est avérée nécessaire parce que la méthodologie CC était utilisée dans certains cas avec des groupes qui étaient déjà formés à d'autres fins plutôt que de former un groupe entièrement nouveau. Les termes « groupes de conversation communautaires » et « groupes organisés » sont utilisés indifféremment dans cet article.

conseils de direction, aux enseignants et aux parents ont organisé des forums de redevabilité sociale. Les retombées directes de ces forums ont été l'identification des lacunes et l'élaboration de mesures correctives pour améliorer la qualité de l'éducation dans ces écoles. Pour améliorer la qualité de la prestation des services de santé, 34 communautés ont fait pression sur le gouvernement pour construire, équiper et rendre opérationnels 17 établissements de santé, tandis que 47 collectivités ont demandé aux ministères de traiter les lacunes relevées dans la prestation des services.

Rôle des CC dans l'amélioration de la prestation de services de santé

Conscients de l'importance de l'autonomisation des ménages et des communautés dans la mise en œuvre du programme Kenya Essential Package for Health (KEPH) (Programme essentiel pour la santé) au niveau 1 (communauté), le ministère de la Santé et les partenaires du secteur ont élaboré et lancé la Community Health Strategy (CHS) (stratégie de santé communautaire) en 2006. La stratégie décrivait le type de services à fournir au niveau 1, ainsi que le type de ressources humaines requises pour exécuter et appuyer les services de niveau 1.

Le but global de la stratégie était d'améliorer l'accès des communautés aux soins de santé afin d'améliorer la productivité individuelle et ainsi réduire la pauvreté, la faim et les décès d'enfants et de mères, et améliorer les effets scolaires. Pour ce faire, il fallait mettre en place des services de niveau 1 durables et renforcer la redevabilité et la responsabilité de tous les partenaires concernés.

La conception de la stratégie exige que la main-d'œuvre, en particulier les agents de santé communautaire bénévoles, soit identifiée et choisie par les membres de la communauté. Le ministère de la Santé a mis en œuvre la stratégie en assurant la liaison avec les barazas des chefs² pour identifier et sélectionner les agents de santé

². Une réunion publique communautaire dirigée par un administrateur local pour discuter des questions concernant la communauté



Illustration 3: « Okoa Trolley » – un chariot modifié pour transporter les malades à l'hôpital dans les rues étroites des bidonvilles urbains. Une initiative et un projet issus des conversations communautaires à Korogocho dans le comté de Nairobi, 2020. Photo: James Mwangi.

communautaire bénévoles, mais cela n'a pas été un succès, car les communautés n'adhéraient pas suffisamment à l'initiative et les agents de santé communautaire bénévoles étaient peu motivés.

À la lumière de ces lacunes, Concern Worldwide, en partenariat avec le ministère de la Santé, a utilisé les CC pour impliquer les communautés dans l'identification et la sélection de la main-d'œuvre de la CHS. Avec le soutien technique des responsables du Ministère, les communautés ont élaboré des termes de référence et fourni des ressources pour appuyer la formation sur une série de mesures visant à motiver la main-d'œuvre. Par ailleurs, et un accord tripartite entre la main-d'œuvre, la communauté et le Ministère a été élaboré pour garantir une appropriation et une fonctionnalité du système de façon durable. Le résultat de cet engagement a été la création et la mise en œuvre de treize unités de stratégie de santé communautaire dans le comté de Marsabit.

Rôle des CC dans l'intégration :

L'un des attributs importants de l'autonomisation des communautés est l'intégration, grâce à laquelle les communautés travaillent l'intégration et à la participation active de leurs segments. Les principes et concepts des conversations communautaires préconisent l'intégration des divers segments de la communauté (femmes, hommes, jeunes, dirigeants, groupes vulnérables, alphabètes, analphabètes, etc.) dans les processus de prise de décisions et de développement. À cette fin, Concern a impliqué les communautés en ayant recours à des outils participatifs pour aider les communautés à cartographier les différents segments et à créer des bases de données dans des registres tenus par les animateurs communautaires. À la mi-2020, 240 des 311 groupes communautaires organisés avaient créé des bases de données sur les groupes vulnérables de la communauté. Ces bases de données étaient essentielles pour assurer l'intégration dans l'engagement communautaire et la sélection des bénéficiaires de diverses interventions, y compris les urgences.

Rôle des CC dans la réduction des pratiques sociales et culturelles néfastes et des rapports de forces inéquitables :

L'approche a réussi à impliquer différents segments des communautés, y compris les hommes, les femmes, les champions de la communauté et les chefs coutumiers, dans l'analyse critique des pratiques culturelles néfastes telles que les mariages d'enfants, les mutilations génitales féminines (MGF), les rôles sexospécifiques et la division du travail. Dans le comté de Marsabit, un engagement continu depuis 2013 a abouti à la dénonciation des mutilations génitales féminines et des mariages précoces par les dirigeants coutumiers de Borana en 2020. Outre la dénonciation des MGF, les dirigeants coutumiers ont fait une déclaration pour la protection des enfants, en particulier des filles, l'éducation égale des garçons et des filles et la protection de la faune. Pour faire face à la lourde charge de travail des femmes et des filles, le programme a impliqué les communautés dans l'analyse



Illustration 4 : Une séance de dialogues avec les chefs coutumiers des communautés discutant des pratiques culturelles néfastes telles que l'excision et les mariages précoces dans le comté de Marsabit, en 2019. Photo : Umuro Buke.

des rôles sexospécifiques et la répartition du travail en utilisant l'outil des 24 heures.³ L'outil des 24 heures, appelé aussi horloge des activités quotidiennes, a permis de constater rapidement que les femmes et les filles s'occupent beaucoup plus des tâches ménagères que les hommes et les garçons, ce qui entrave leur participation au développement. Les communautés ont donc procédé à des discussions approfondies

³ L'outil 24 heures ou l'exercice Horloge des activités quotidiennes permet aux hommes et aux femmes d'établir séparément un planning de leurs activités quotidiennes typiques sur 24 heures. Une fois remplies, l'horloge des hommes et celle des femmes sont comparées pour définir les différences existantes entre les tâches relatives aux hommes et aux femmes, aux garçons et aux filles. La comparaison entre les horloges démontre qui fait de longues journées, qui se concentre sur quelques activités et qui effectue certaines tâches dans la journée. Elle montre également qui profite le plus de périodes de loisirs et de périodes de sommeil

et ont décidé d'adopter diverses initiatives destinées à réduire la charge de travail des femmes et des filles. Par exemple, dans la plupart des communautés, les hommes se sont mis à utiliser leur mobylette pour aller chercher de l'eau et du bois et ainsi alléger la charge de travail de leurs épouses, ce qui leur permet d'avoir plus de temps pour s'occuper des enfants et pour s'investir dans d'autres activités productives. Pour permettre aux jeunes filles de se concentrer sur leurs études et leurs devoirs, les communautés ont entrepris, entre autres, de réduire les tâches ménagères dans la soirée et de partager équitablement ces tâches entre les garçons et les filles.

Une étude sur les violences basées sur le genre menée par CC en 2016 a révélé que 24 % de l'échantillon de CC et 21 % de l'échantillon de résonance (ceux qui vivent dans une communauté CC, mais ne sont pas membres du groupe CC) ont déclaré que frapper une femme n'a jamais été acceptable. Ce résultat était beaucoup plus satisfaisant que l'échantillon de comparaison (ceux qui vivent dans des communautés où les groupes CC sont inexistantes) où seulement 5 % des personnes interrogées ont fait la même déclaration.

Le rôle des CC dans le renforcement de l'appropriation locale et du leadership autochtone :

L'un des éléments déterminants de l'autonomisation est la capacité des communautés à faire montre d'appropriation locale et de leadership dans le développement. Pour ce faire, le programme a fait appel aux conversations communautaires pour mobiliser 312 groupes communautaires organisés afin d'identifier et d'analyser les priorités de développement, et pour prendre des initiatives permettant de répondre aux priorités de développement urgentes ainsi identifiées. De 2015 à 2019, les communautés ont mis en œuvre des plans d'action d'une valeur de 118 529 090 shillings kényans (KES) (913 794 €) en mobilisant des ressources locales. En 2020, les communautés ont développé 355 plans d'action à hauteur de 574 742 100 KES (4 511 350 €) pour

satisfaire divers besoins identifiés. Parmi ces 355 plans d'action, 85 plans totalisant 2 122 100 KES (16 657 €) ont bénéficié de ressources communautaires. En mettant à profit leur autonomisation, les communautés ont recensé et mobilisé plusieurs acteurs de développement pour accompagner la mise en œuvre de 118 plans d'action communautaires d'une valeur de 14 450 000 KES (113 423 €). La majorité des plans d'action mis en place consistaient à assurer ou à améliorer l'accès à des services de base comme l'eau, la santé et l'éducation. Les plans d'action communautaires ont aussi permis aux parties prenantes et au gouvernement local de répondre aux priorités des communautés et de mettre au point une approche ascendante pour renforcer la résilience des communautés visées.



Illustration 5: La communauté de Ramole dans le comté de Marsabit en train de creuser une tranchée pour transporter l'eau d'un puits vers leur village dans le cadre de leur dispositif de réduction des risques de catastrophe (DDR) en 2020. Photo : Rob Galgallo

Rôle des CC dans l'amélioration de la résilience communautaire grâce à des initiatives de réduction des risques de catastrophe

Les conversations communautaires ont facilité la mise en œuvre de projets basés sur les besoins et les priorités ressentis par les communautés. Le processus est extrêmement participatif et est marqué par un sentiment fort d'appropriation. Selon le réseau d'apprentissage actif pour la redevabilité et la performance (ALNAP, Active Learning Network for Accountability and Performance), les initiatives efficaces de réduction des risques de catastrophe (DDR) doivent améliorer la sécurité et la gouvernance, le développement économique et social, la sécurité alimentaire et hydrique ainsi que la viabilité environnementale. Les CC militent activement en encourageant le gouvernement de comté à s'occuper d'initiatives telles que la réduction de l'impact de la sécheresse sur les moyens de subsistance des communautés, l'augmentation des ressources adaptées aux besoins des pauvres, l'envoi de messages d'alerte rapide non seulement comme moyen d'information, mais aussi pour engager des mesures atténuantes contre les catastrophes connues. À Marsabit, ces procédures ont été incluses dans la planification et le budget du comté suite aux pressions des communautés pour l'incorporation de plans d'urgence communautaires dans la planification du comté. En 2019 et en 2020, les conversations communautaires ont identifié des risques courants et émergents. Puis elles ont développé et mis en œuvre treize dispositifs de réduction des risques de sécheresse.

Le rôle des CC dans la mobilisation et la participation citoyennes

L'un des objectifs majeurs de l'approche CC est de permettre à la communauté de s'exprimer et de faire en sorte que les structures de gouvernance soient à son écoute. Le chapitre un de la constitution de 2010 du Kenya reconnaît que la participation citoyenne dans le processus de prise de décision du gouvernement est fondamentale au bon fonctionnement de tout système de gouvernance. La section 91 de la loi sur le

gouvernement de comté contraint ce dernier à faciliter la mise en place de modalités et de plateformes de participation citoyenne. Depuis 2015, Concern utilise l'approche CC pour mobiliser et consolider la communauté et les structures de gouvernement de comté pour améliorer la participation citoyenne. Concern a sensibilisé 188 groupes communautaires du Marsabit au cycle budgétaire du comté et aux droits et rôles économiques, politiques et sociaux des citoyens dans la vie civique. Grâce à ces connaissances accrues des processus de gouvernance du comté et à leur capacité à exprimer leurs préoccupations, 139 communautés prennent part tous les ans, continuellement et activement, aux processus de prise de décision du gouvernement de comté, dont la planification budgétaire. Concern a collaboré avec le gouvernement de comté et renforcé la capacité des administrateurs pour que les communautés puissent participer aux processus de prise de décision. Ainsi, les priorités des communautés, estimées à 191 940 000 KES (1 478 187 €), ont été incluses dans la planification du comté entre 2015 et 2020.

Utilisation des énoncés de vision de la résilience communautaire pour engager les communautés au Bangladesh

Écrit par Ohidul Islam et Shahen Ahamed

Concern Worldwide Bangladesh met actuellement en œuvre le projet de résilience aux inondations grâce au soutien financier de la Zurich Foundation. Le projet collabore avec 22 communautés de Hatibandha Upazila dans le district de Lalmonirhat, et de Sundarganj Upazila dans le district de Gaibandha, dans le nord-ouest du Bangladesh, avec le concours de leur partenaire opérationnel local ASOD, l'assistance pour l'organisation et le développement sociaux (Assistance for Social Organization and Development). Cette région du pays est connue pour ses « Char » changeants (îles fluviales), qui sont fortement sujets à l'érosion et aux inondations graves. Un environnement physique fragile, un accès limité aux services et aux institutions publics, des revenus extrêmement variables et un isolement sont tous des facteurs qui contribuent à la vulnérabilité des communautés des « Char », auxquels s'ajoutent les répercussions quasi annuelles des inondations dues à la mousson. Le projet de résilience aux inondations se focalise sur le développement de la résilience pré-événement pour les communautés les plus à risque d'être affectées par les inondations.

Le but de ce projet est de faire en sorte que « les inondations n'aient aucun effet négatif sur la capacité des gens et des entreprises à prospérer ». Le projet veille à ce que les communautés appréhendent au mieux la résilience aux inondations et à ce qu'elles se fassent entendre lors du développement de dispositifs de résilience éclairés relatifs aux risques d'inondation. Le projet utilise l'évaluation de la résilience aux inondations pour les communautés (FRMC, Flood Resilience Measurement for Communities), un outil

développé par la Zurich Flood Resilience Alliance (ZFRA) permettant aux communautés de mieux comprendre les inondations et de mettre au point des plans d'action renforçant leur capacité de résilience grâce à une approche participative et holistique. Cet article traite du processus d'engagement de la communauté et des enseignements tirés et partage les réflexions de l'équipe de projet qui a participé étroitement à ce processus.

L'utilisation de la FRMC permet à la communauté, aux parties prenantes et aux collaborateurs du projet d'appréhender le statut de résilience actuel d'une communauté et de développer des dispositifs de résilience éclairés et participatifs. Par conséquent, il est important d'engager les communautés participantes de façon efficace. Pour ce faire, les méthodes suivantes sont appliquées :

Orientation des communautés et des parties prenantes

Au départ, le projet a organisé une série de réunions préparatoires et d'orientation du projet avec les syndicats respectifs, la municipalité et le personnel administratif d'Upazila¹ pour les familiariser avec les objectifs et les processus du projet et prendre en compte leurs réflexions dès le début. Ce niveau de large mobilisation des parties prenantes se poursuivra à toutes les étapes du projet. Dès le début, cette mobilisation s'est révélée productive, car ces parties prenantes ont immédiatement identifié des difficultés potentielles dans la mise en

¹ Les upazilas sont les équivalents des sous-districts au Bangladesh



Illustration 1 : Communauté identifiant ses problèmes pour développer un énoncé de vision, Hariipur Sundarganj, Gaibandha, 2019. Photo : Md. Moktar Hossain (ASOD).

œuvre proposée des activités, qui ont été par la suite modifiées. Les communautés ont d'abord noté que leurs difficultés principales étaient des carences dans des domaines tels que le soutien financier, le savoir, l'assistance insuffisante du gouvernement, une bonne gouvernance, la coordination des investissements, le leadership, etc.

Compréhension commune des risques d'inondation et des vulnérabilités

Diverses techniques d'évaluation rurale participative (ERP) sont utilisées pour que les membres des communautés, les principaux responsables et les collaborateurs du projet puissent comprendre pleinement le statut de résilience aux inondations de chaque communauté. L'équipe de projet a réalisé, avec l'aide des communautés, une cartographie sociale et une analyse du bien-être, et a divisé la communauté en différents petits groupes. Grâce à ce processus, la communauté tout entière a participé à la planification du projet et en a mieux appréhendé la finalité. Grâce à son engagement auprès de la communauté, l'équipe du projet a réalisé une analyse du bien-être et du contexte, une structure sociale,

une cartographie de la vulnérabilité de la communauté, une cartographie des ressources ainsi qu'une identification des défis. Pendant la mise en œuvre des ERP, le personnel de première ligne a recueilli des informations sur les leaders communautaires de différents groupes, qui ont contribué à un engagement communautaire plus large.

Ensuite, le projet a organisé une réunion pour effectuer une analyse historique de la communauté et une cartographie des problèmes. Les analyses historiques ont été menées en demandant à la communauté de se pencher sur les 15 à 20 années précédentes et de considérer tous les événements d'inondations dans la communauté et de préparer une chronologie historique, en notant les attributs clés spécifiques de chaque événement d'inondations et de se concentrer sur les attributs qui sont jugés les plus importants pour le groupe. Par exemple, lors des inondations de 2010, une importante érosion fluviale s'est produite, entraînant la perte de terres agricoles. Après l'analyse historique, le même groupe a dressé une cartographie des problématiques clés. Pour ce faire, chaque groupe a identifié une problématique clé qu'il considère comme pertinente par rapport au risque d'inondation qu'il a vécu. Puis le groupe a exploré les

caractéristiques de cette problématique, comment la résoudre, qui est impliqué et quels sont les différents rôles de ces personnes. Chaque groupe a identifié les points clés des discussions, en notant quels événements ont eu le plus d'impact sur la communauté et quand, quelles étaient les problématiques principales, et qui était impliqué dans ce processus. La réalisation de ces deux exercices a abouti à la préparation d'un énoncé de vision de la résilience communautaire pour chacune des 22 communautés. Ce résultat a été obtenu grâce à la participation active des leaders et des membres des communautés, du président du conseil de l'Union, des membres de l'Union Parishad (UP), des membres du Comité syndical de gestion des catastrophes (UDMC Union Disaster Management Committee), des élites et des personnes de toutes les professions.

Développer une vision communautaire sur la résistance aux inondations

Les communautés ont reconnu que les inondations sont un phénomène naturel, qu'elles ne peuvent pas les arrêter ni les changer, mais qu'elles peuvent adapter leur propre comportement et se préparer

de manière à réduire les impacts sur la communauté et, par ce processus, elles peuvent renforcer leur résistance aux inondations. Sur la base d'une compréhension commune du risque et des vulnérabilités aux inondations, chacune des communautés a développé une vision de ce qu'elle souhaitait voir en termes de capacité de résistance aux inondations dans cinq ans. Chaque communauté a dressé une liste de ses problèmes tout en créant sa vision. À partir de cette liste, les communautés ont établi une liste restreinte des problématiques les plus importantes pour elles et, sur cette base, elles ont défini les éléments de leur vision au cours de nombreuses discussions. À partir de ces éléments, les communautés ont préparé leurs énoncés de vision. Ces énoncés de vision ont servi de base à l'enquête du FRMC.

Le mécanisme du FRMC est complexe et repose sur l'évaluation holistique d'une communauté afin de déterminer sa résilience aux inondations. Le fait d'ancrer dans les énoncés de vision la compréhension par les communautés de leur résilience aux inondations s'est avéré utile et nécessaire pour expliquer le processus complexe et rappeler continuellement l'objectif des activités à toutes les parties prenantes.



Illustration 2:
Travail de groupe
sur les retours
d'information de
la communauté,
Sundarganj
Gaibandha,
2019. Photo : Md.
Ohidul Islam.



Illustration 3 : Préparation du plan d'action communautaire, Dakhin Sindurna, Hatibandha, Lalmonirhat, 2019. Photo : Md. Ohidul Islam.

Partager les conclusions du FRMC et développer le plan d'action de résilience aux inondations mené par la communauté

À l'aide du FRMC, l'équipe du projet a recueilli des informations auprès des communautés et des parties prenantes concernées par le biais d'enquêtes auprès des ménages, d'entrevues avec des informateurs clés, de discussions de groupe de discussion, ainsi que de sources d'information secondaires. Il était important que ce projet soit mené le plus possible par la communauté, pour éviter qu'il ne se résume à un processus systématique d'extraction.

Dans le processus d'analyse, les effets de l'étude du FRMC ont été analysés par rapport aux composantes des énoncés de vision de la résilience communautaire. Avant de solliciter les commentaires des membres de la communauté, l'ensemble du processus du FRMC leur a été expliqué afin qu'ils puissent comprendre les effets du FRMC et faire le lien entre ces effets et leurs énoncés de vision. Après avoir terminé l'analyse et le classement des données recueillies, le projet a partagé les effets de l'étude du FRMC avec les communautés concernées afin de recevoir à nouveau leurs commentaires. Lors du partage des effets du FRMC, des accords et des désaccords sont apparus au sujet des effets et certaines communautés ont reformulé leurs énoncés de vision, lorsque cela s'est révélé nécessaire.

Pour s'assurer que tous les membres de la communauté étaient informés des effets des données fournies au FRMC et qu'ils puissent s'impliquer dans l'élaboration du plan d'action

pour la résilience communautaire, des groupes de volontaires appelés Groupes d'action pour la résilience communautaire (GARC) ont été sélectionnés dans chacune des communautés. Ces groupes de bénévoles ont discuté des effets du FRMC avec leur communauté, en la divisant en petits groupes pour garantir une plus grande représentation. Le projet a pris en compte tous les retours d'information pour finaliser les effets et les énoncés de vision de 22 communautés. À la fin de ce processus, les communautés avaient préparé leur plan d'action pour la résilience communautaire et impliqué dans ce processus une grande diversité de participants de la communauté. Le personnel du projet a organisé le processus au niveau de la communauté et a documenté les plans d'action communautaires, mais toutes les informations ont été fournies par les membres de la communauté eux-mêmes. Les communautés mettent actuellement en œuvre leurs interventions et le suivi de leurs progrès est en cours.

La pandémie de COVID-19 et les restrictions de mouvement qui en ont résulté au Bangladesh ont menacé la mise en œuvre du programme. Toutefois, l'engagement efficace des communautés dans le déploiement de ce programme a permis d'atténuer certaines des souffrances et des perturbations de la vie publique causées par la pandémie combinée aux inondations de la mousson de 2020. Le personnel du Projet de résilience aux inondations a formé des membres de 22 communautés du Groupe d'action pour la résilience des communautés sur la COVID-19, et ces membres ont formé des groupes de bénévoles composés de cinq personnes par groupe. Ces groupes ont diffusés des

messages sur la COVID-19 au sein de leurs communautés et ont contribué à réduire le risque de transmission de la COVID-19 grâce au soutien et à la coordination avec le Conseil de l'Union, le complexe de santé d'Upazila et le projet de résilience aux inondations. Les GARC ont diffusé des messages de sensibilisation à 47 532 personnes (23 376 hommes et 24 156 femmes) dans 22 communautés.

Parallèlement, ils ont identifié les ménages les plus vulnérables de la communauté et ont plaidé auprès du Conseil de l'Union pour qu'ils soient inclus dans le programme d'aide du Conseil de l'Union. En collaboration avec le Conseil de l'Union, l'administration de l'Upazila et le projet, les GARC ont pu identifier les ménages les plus vulnérables sur la base de critères convenus et éviter les redondances. À la fin du confinement, les GARC de Hatibandha et Sundarganj Upazila ont organisé une planification conjointe avec le Département de la santé publique et de l'ingénierie (DSPI) et le Département de l'élevage de l'Upazila. Cette planification a permis de garantir l'approvisionnement en eau potable des populations touchées par les inondations. Le DSPI a fourni des comprimés de purification de l'eau, des puits tubulaires et des latrines communautaires aux personnes touchées par les inondations. Le groupe d'action pour la résilience de la communauté de Sundarganj et le complexe de santé d'Upazila ont organisé conjointement des camps sanitaires dans quatre unités de la zone du projet de résilience aux inondations et ont pu fournir des médicaments à 717 hommes et 953 femmes lors des inondations de 2020.

Le groupe d'action pour la résilience de la communauté Nich Sheikh Sundar et la communauté Nich Sekhsundar de Hatibandha

Upazila ont mis en œuvre une initiative de réparation d'une route qui avait été endommagée par l'inondation de 2020. Les dirigeants du Groupe d'action communautaire, en leur qualité de membres du Comité de gestion des catastrophes de l'Union, ont soulevé la question des routes endommagées lors de la réunion du Comité des catastrophes de l'Union de Sanizan et, suite à cette réunion, le président de l'Union s'est rendu dans la communauté et a tenu une réunion avec le GARC et la communauté. Lors de cette réunion, la communauté a évalué le budget nécessaire à la réparation de la route et a formé un comité pour la collecte du budget ainsi qu'un comité de mise en œuvre. La communauté a ensuite réussi à réunir le financement nécessaire et à réparer la route. Ces activités illustrent les premiers succès obtenus grâce à l'adoption et au déploiement du plan d'action communautaire.

Principaux enseignements tirés :

1. L'engagement des communautés et des parties prenantes dès le début du projet est bénéfique pour contextualiser les actions de résilience.
2. L'appropriation par la communauté et la vision à long terme de la communauté sont utiles pour renforcer la résilience.
3. Il est possible d'effectuer une planification ascendante des actions de résilience aux inondations, tenant compte des risques, par le biais d'un engagement efficace de la communauté.
4. Les énoncés de vision spécifiques à la communauté contribuent à créer des plans d'action efficaces pour permettre de renforcer la résilience de la communauté.



Illustration 4:
Réunion de la
Communauté
avec le président
pour la réparation
d'une route, Nich
Sekhsundar,
Hatibandha,
Lalmonirhat, 2020.
Photo: Momtaz
Begum (ASOD).

Engager les communautés par le biais de Change Makers au Bangladesh

Écrit par Mausumi Sharmin

Concern a mis en œuvre le programme « Améliorer les conditions de vie des populations urbaines en situation d'extrême pauvreté - ILUEP » au Bangladesh depuis 2017. Ce programme quinquennal (2017 - 2021) vise à améliorer la sécurité alimentaire et à accroître la résistance aux chocs de 9 000 ménages en situation d'extrême pauvreté vivant dans des bidonvilles non développés, dans des colonies de squatteurs et sur les trottoirs des villes de Dhaka et de Chattogram (environ 30 000 bénéficiaires directs). Le programme est mis en œuvre par l'intermédiaire de trois partenaires d'exécution et de cinq partenaires stratégiques/techniques, et implique plus de 30 autres parties prenantes du gouvernement et du secteur privé, des ONG et des organisations de la société civile (OSC).

ILUEP a pour objectif de :

1. Augmenter les actifs et le rendement des actifs en fournissant des moyens de subsistance (compétences, apprentissage, possibilités d'emploi dans le secteur privé, microentreprise, épargne et prêts et subventions globales) et un soutien nutritionnel (conseils nutritionnels, groupes de soutien aux mères, activation des comités de santé de quartier et création de garderies d'enfants)
2. Réduire les inégalités en s'attaquant aux normes patriarcales qui empêchent les femmes de prendre le contrôle de leur vie et de leurs propres ressources ; et plaider auprès des responsables gouvernementaux pour qu'ils fournissent des services de base essentiels tels que la santé, l'éducation, l'eau potable, l'assainissement et les filets de sécurité sociale pour satisfaire

aux droits des personnes extrêmement pauvres.

3. Réduire le risque et la vulnérabilité des femmes et des filles face aux attaques violentes et réduire la morbidité et la mortalité dues aux maladies environnementales et au VIH/SIDA. Le programme ILUEP a recours à une gamme variée d'approches pour impliquer les hommes et les garçons dans la lutte pour l'égalité des sexes qui opèrent à l'échelle micro, méso et macro.

L'approche Change Maker

Les équipes du programme ont identifié des membres clés de la communauté connus sous le nom de Change Makers qui peuvent agir en tant que défenseurs et partisans de l'égalité des genres au sein de leurs communautés. Le personnel des partenaires a d'abord identifié des personnes qui affichaient les caractéristiques idéales des Change Makers (personnes qui bénéficient d'une acceptation sociale, qui sont respectueuses des droits des femmes et qui affichent une attitude volontaire pour contribuer) dans d'autres groupes dont ces personnes étaient déjà membres. Ces Change Makers potentiels ont été approchés et le programme leur a été expliqué, y compris les engagements en matière de temps, après quoi ils ont été libres de choisir eux-mêmes de suivre une formation pour devenir des Change Makers.



Illustration 1: Un mari (Kamal) et sa femme (Maya) nourrissent leur petit enfant en utilisant des techniques parentales positives. Ils bouleversent les rôles sexospécifiques traditionnels et mettent en œuvre la parentalité équitable entre les sexes. Ils ont appris la parentalité positive dans la formation offerte sur la transformation des relations entre les genres dans leur communauté par Nari Maitree, un partenaire de mise en œuvre de Concern Worldwide. Le bidonville de Masterbari Lalbag, Dhaka, Bangladesh, 2019. Photo: Maksuda Akter / Nari Maitree.

Le personnel partenaire a donné à un total de 115 hommes et 190 femmes Change Makers une formation de trois jours pour leur enseigner le changement sexotransformateur¹ en lançant des discussions sur le mariage précoce, la prise de décision conjointe et la violence basée sur le genre (VBG). Ils rendent visite à 5 à 10 ménages par mois et partagent des messages sur l'importance des attitudes non violentes entre les couples et envers les enfants, sur les mariages précoces et sur le harcèlement sexuel.

¹. L'organisation Sonke a formé le personnel de Concern via le manuel Faire tomber les barrières (Breaking the Barriers) et en échange, le personnel de Concern a formé ses partenaires SEEP, la Fondation Sajida et Nari Maitree. Ce manuel et autres documents portant sur l'information, l'éducation et la communication (IEC) ont été traduits en bengali et en utilisant des formes picturales pour être facilement compris par les participants.

Ils utilisent également des « tea stalls » (étals à thé)² qui sont au Bangladesh des lieux où les hommes se rassemblent pour ce genre de discussions, alors que les femmes se réunissent généralement dans les cuisines de la communauté. Les bains publics sont également utilisés par les Change Makers pour discuter séparément avec les hommes et les femmes. Au sein de leurs communautés, les Change Makers sont maintenant reconnus comme un point de contact pour les questions liées à la violence domestique, au harcèlement sexuel, et à l'arrêt du mariage des enfants. Les Change Makers reçoivent chaque année une formation de recyclage en matière de transformation des relations entre les genres.

Les Change Makers prennent de plus en plus de responsabilités pour la diffusion de ce qu'ils ont appris aux participants au programme par le biais de réunions régulières de groupes d'entraide³ et de groupes de soutien pour les mères, les parents, les frères et sœurs et les adolescents.

- ². Au Bangladesh, les étals où l'on sert du thé sont des lieux de rassemblement informels où les hommes plus particulièrement viennent pour se détendre et discuter entre eux des sujets sur l'actualité politique, des problèmes qui affectent la communauté ou de questions plus personnelles. Il n'est pas rare que des décisions concernant des événements qui touchent la communauté soient prises par les hommes durant ces discussions aux étals de thé qui, de ce fait, jouent un rôle important dans la réussite de la mise en œuvre d'un programme. Citons quelques faits anecdotiques rapportés par le personnel du programme qui démontrent bien que les Change Makers hommes profitent de ces conversations aux étals de thé pour dissuader les garçons et jeunes hommes de harceler sexuellement ou de chahuter les filles, cause principale d'absentéisme scolaire chez elles.
- ³. Les groupes d'entraide (SHG) font partie intégrante du programme dans lequel les hommes et les femmes qui y participent se réunissent et dirigent un système tournant d'épargne. Ces groupes discutent de l'utilisation des subventions globales (du programme graduation). Ils discutent également entre eux d'autres questions comme la nutrition, le régime alimentaire et la préparation des repas. Les groupes d'entraide servent de point de départ pour des questions relatives à la promotion de l'hygiène, l'hygiène féminine, la sensibilisation à la transmission du VIH et du SIDA ainsi que l'utilisation de documentation IEC pour la sensibilisation aux questions relatives au genre.

Impact

On a constaté que l'impact des Change Makers va bien au-delà de leurs efforts immédiats et le personnel du programme a observé que les hommes et les femmes participant au programme aux côtés des Change Makers ont entamé des dialogues sexotransformateurs. L'évaluation à mi-parcours du programme ILUEP et l'évaluation finale du projet Amrao Manush en décembre 2019 ont révélé qu'« il est également probable que les Change Makers continuent à soutenir les victimes de violence basée sur le genre dans leur quartier. Ils ont développé les compétences et une réputation de conseillers. »

Les Change Makers ont organisé un certain nombre de journées d'observation pour sensibiliser les membres de la communauté et ont invité les parties prenantes locales. 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre (25 novembre - 10 décembre), la journée internationale de la femme (8 mars) et la journée internationale des filles (11 octobre) sont célébrées grâce à des événements permettant de sensibiliser les gens à la situation existante et les responsabiliser. Les Change Makers et le personnel du programme travaillent ensemble dans le cadre de campagnes nationales pour influencer les décideurs, les institutions gouvernementales et d'autres acteurs influents dans le but de fournir de meilleurs services pour les filles et les femmes et de soutenir l'autonomisation économique des femmes au Bangladesh.

Les Change Makers sont devenus les défenseurs de leur communauté et sont acceptés par elles. L'évaluation à mi-parcours de l'ILUEP et l'évaluation finale d'Amrao Manush ont révélé que « Les hommes et les femmes du *Groupe de Change Makers Lalbagh* qui ont été interviewés ont évoqué diverses situations où ils ont collaboré étroitement avec le conseiller du quartier pour résoudre les incidents de violence basée sur le genre dans leur quartier, et indiquent vivre eux-mêmes de façon plus harmonieuse depuis qu'ils ont assisté à la formation sur l'engagement des hommes et des garçons. Ils ont également expliqué comment ils ont réorganisé leur groupe pour répondre aux besoins de leur

communauté. Au lieu que chacun d'eux couvre un nombre spécifique de ménages, ils se rendent maintenant en groupe chez les ménages pour augmenter leurs chances de résoudre le problème. Ils ont également donné des exemples de la manière dont ils ont établi des liens avec des prestataires de services externes tels que la police. »

Le personnel du programme a également évoqué des exemples de situations où les Change Makers ont pu utiliser la relation et la familiarité développées avec le conseil du quartier grâce aux campagnes des journées d'observation pour négocier la mise en place d'installations WASH et le nettoyage des rues dans leur communauté.

« Ma femme est Change Maker. La ruelle dans laquelle nous vivons porte son nom - Maya Lane. Elle tient un magasin de feuilles de bétel et de cigarettes. Je suis charpentier. Ma femme a suivi une formation de trois jours. Elle me parle de ce qu'elle y a appris. Je vais à des réunions d'entraide. Je vais aussi aux réunions de parents. Je ne peux pas m'arrêter de penser à [je ne peux pas oublier] ce que nous avons appris de ces réunions, y compris être amical les uns avec les autres, discuter et prendre ensemble les décisions concernant la famille, guider les enfants à grandir ensemble. » M. Kalam, Dhaka (mari de Change Maker).

Les Héros de la COVID-19

Les Change Makers sont devenus de véritables agents de changement dans leurs propres communautés pendant la COVID-19. Un confinement national a été instauré de mars à fin juillet, ce qui signifie que Concern et les partenaires de l'ILUEP n'ont eu aucun contact face à face avec les communautés pendant cette période. La communication téléphonique était le seul moyen de rester en contact, et les Change Makers ont donc joué un rôle essentiel pour diffuser aux membres de la communauté des informations sur la façon de prévenir la COVID-19 et les mesures à prendre si les gens présentaient des symptômes. Ils sont également devenus une source d'informations et de conseils importante sur les mesures de soutien aux moyens de subsistance et de soutien économique, l'aide, la santé, l'eau,



Illustration 2: Shahnaz (à gauche), un Change Maker formé par Concern et l'organisation partenaire Nari Maitree, montre à [NOM] comment se laver les mains pour se protéger de la COVID-19, bidonville de Hazaribag, Dhaka, Bangladesh, avril 2020. Photo: Fahmida Akter Bina / Nari Maitree.

l'assainissement et l'hygiène (WASH), et l'orientation VBG pendant la pandémie de COVID-19.

Les Change Makers ont également pu influencer les conseillers du quartier et ont travaillé avec les communautés pour générer des listes des familles les plus vulnérables et qui avaient le plus besoin d'un soutien urgent. Ils ont mené ce travail de plaidoyer sur une base volontaire et de leur propre initiative, montrant ainsi des signes positifs de durabilité. La relation avec le conseil du quartier a été entretenue par des réunions régulières d'intervenants avec les conseillers du quartier, les Change Makers et d'autres participants au programme. Je suis certain que maintenant que les relations sont établies, elles peuvent continuer sans nous. Ils peuvent agir et faire valoir leurs droits. Cela continuera de manière durable.

Les jeunes filles couraient un risque accru de mariage précoce en raison des effets de la pandémie⁴, mais les partenaires ont signalé que les Change Makers ont réussi à empêcher des mariages précoces dans certains cas.

⁴. Par exemple, la réduction du revenu familial, la fermeture des établissements d'enseignement, l'insécurité sociale due au harcèlement sexuel ainsi que l'augmentation des incidents relatifs au viol.

Le changement commence de l'intérieur

Concern et le personnel des partenaires mettant en œuvre ce programme ont suivi eux-mêmes la formation Sonke en tant que participants, avant de la déployer auprès des Change Makers ou d'autres participants au programme. J'ai vu que cela a changé notre personnel également. Le processus et la formation ont eu un effet transformateur dans leur propre vie. Je sais qu'ils le font avec tout leur cœur. Les participants au programme de Chattogram m'ont dit qu'ils n'avaient jamais partagé leurs sentiments de cette manière avec d'autres personnes et, pour eux, le processus était vraiment transformationnel. Ils ont aussi expliqué que maintenant qu'ils ont appris cette méthode d'auto-analyse, ils peuvent analyser un problème qu'ils rencontrent avec ce processus et y réfléchir de cette manière. Les participants à ces programmes se sont sentis autonomes pour trouver des solutions aux problèmes pouvant surgir à l'avenir grâce à ce nouveau cadre qui leur permet de réfléchir à ces problèmes.

On m'a demandé si je pensais qu'il y aurait des problèmes de durabilité des impacts déjà réalisés avec le programme, mais je crois que les Change Makers sont devenus des modèles pour les autres membres de la communauté qui ont déjà commencé à suivre leur exemple. La responsabilité, la reconnaissance et le respect conférés aux membres de la communauté qui endossent ce rôle de modèle sont un facteur essentiel qui contribue à inciter les personnes à continuer dans ce sens. Les gens sont en train de réaliser leurs propres changements et ils sont visibles. C'est ainsi qu'ont eu lieu les changements sur la santé, WASH, la nutrition et les moyens de subsistance et les gens associent ces changements à leur propre changement d'attitude en ce qui concerne le genre. Nous ne leur donnons pas d'argent afin que les progrès restent durables. Je crois vraiment que si chacun peut retrouver l'estime de soi et le respect (de la part des structures de pouvoir) sans recevoir d'aide financière de notre part, alors chacun pourra continuer ces changements durablement dans l'avenir sans nous.

L'engagement Communautaire en République Centrafricaine

Écrit par Alex Tsakiridis avec les contributions de David Jones, Marie Gille et Finola Mohan

Le programme « Renforcer la résilience des communautés aux chocs et aux tensions en République Centrafricaine » financé par Irish Aid a débuté en 2017, et les activités du volet conflit, genre et réduction des risques de catastrophe (RRC) ont été lancées en 2018. Ce programme multisectoriel a pour objectif de réduire la vulnérabilité des communautés aux chocs dans l'ouest de la RCA en s'attaquant aux problèmes liés aux biens, aux inégalités, aux risques et aux vulnérabilités, conformément au modèle *Comment Concern Comprend l'Extrême Pauvreté*.

L'engagement communautaire en RCA peut présenter de nombreux défis s'il est initié sans une participation satisfaisante dès l'amorce du projet. Les leçons et enseignements tirés doivent guider notre travail à la fois sur le plan pratique et au niveau des principes, en veillant à ce que la participation continue des communautés renforce notre redevabilité et la qualité de nos programmes.

Le processus d'engagement communautaire mis en œuvre dans le cadre du programme de Concern en RCA commence par une enquête

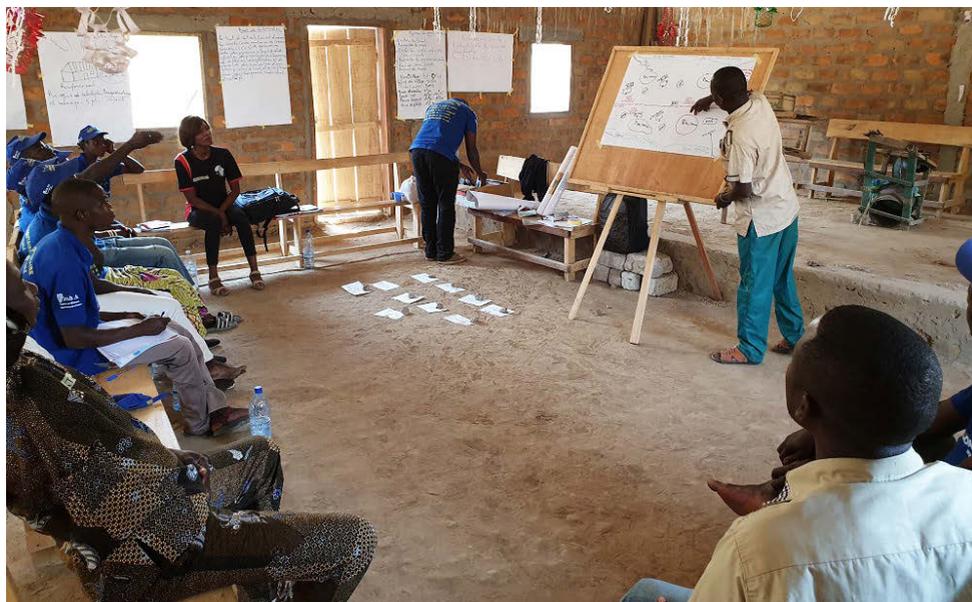


Illustration 1: Un membre de la communauté présente le calendrier de gestion des risques et désastres, formation RRC à Boudouli, Janvier 2020. Photo: Marie Gille.

sur les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) des membres de la communauté. Cette enquête est menée pour identifier les déterminants sous-jacents des comportements dans chaque localité, ce qui nous permet de mieux de comprendre comment des questions spécifiques à une communauté peuvent être comprises et traitées et adapter ainsi notre approche à chaque contexte. D'autres évaluations, notamment l'évaluation initiale, peuvent être réalisées dans le même temps afin de réduire la lassitude des communautés vis-à-vis des différentes enquêtes nécessaires à la définition et au suivi des activités.

Entre une et trois semaines après l'enquête CAP, une réunion communautaire est organisée avec les responsables locaux, y compris les femmes, pour présenter le programme et recevoir leurs impressions. Cela permet d'encourager, dès le lancement du programme, le soutien et la participation des responsables locaux - et donc de la communauté. Cela permet également d'éviter des incompréhensions futures concernant les activités et la mobilisation attendue de la communauté par rapport au programme. Comme dans de nombreux contextes, nous avons constaté que cette consultation et participation des responsables locaux est essentielle pour garantir le bon déroulement des activités dans leurs communautés, et une attention particulière est portée au fait de toujours les impliquer avec considération et respect.

À l'issue de la réunion de lancement, les personnes présentes sont invitées à mobiliser la communauté pour mettre en place un Comité communautaire de cohésion sociale. Afin de capitaliser sur la motivation suscitée lors de la réunion de lancement, des élections participatives et transparentes des membres du comité sont organisées dans les 2 ou 3 jours suivant la réunion. Accompagner le processus de cette manière contribue à maintenir l'élan et l'engagement envers le programme, qui peut autrement être difficile. La communauté locale est invitée à participer à l'élection des membres du comité de manière ouverte et publique - tout membre de la communauté peut y assister et présenter sa candidature.

Une fois la composition du comité confirmée, un document officiel est préparé, signé par les responsables de la communauté, puis communiqué aux autorités de la commune et de la sous-préfecture. Ce niveau de transparence et de participation est essentiel, tant pour des raisons de principe que pour des raisons pratiques. La formalisation du processus permet de donner au comité une légitimité qui sera essentielle pour la réussite de ses activités.

Une première formation sur la bonne gouvernance et la gestion des rumeurs est ensuite organisée dans les semaines suivantes, puis environ chaque mois une nouvelle formation est dispensée jusqu'à ce que chacun des quatre modules soit achevé. Ces quatre modules sont : 1) La bonne gouvernance et la gestion des rumeurs, 2) La planification de la réduction des risques de catastrophes, 3) La mobilisation pour l'égalité des sexes et la sensibilisation à la violence basée sur le genre, et 4) Les conversations communautaires. Il est encourageant de constater que les comités ont parfois pris l'initiative d'organiser des activités de cohésion sociale dès le début de leur formation. Les membres des comités se sont attendus à ce que Concern couvre les frais associés à leurs activités. Cependant, après de longues discussions, les comités ont pu être convaincus de prendre en charge eux-mêmes une partie des dépenses liées à ces activités, comme la sonorisation, les chaises, la préparation du terrain de football, tandis que Concern s'occupait de l'organisation des trophées, des ballons et des boissons non alcoolisées. De cette manière, les comités et Concern ont pu collaborer en tant que partenaires équitables, tout en renforçant la capacité des structures locales à mener des activités de manière autonome.

S'adapter à la fragilité

Le contenu des quatre sessions de formation a été développé spécifiquement pour le programme, avec l'appui des conseillers techniques de Concern au siège et l'expérience de l'équipe programme dans le pays. Grâce à notre expérience sur le terrain et à l'appui des conseillers, nos sessions de formation sont

devenues plus inclusives et participatives. Au lieu de demander aux participants d'écouter de façon passive ce que les animateurs disaient ou d'utiliser les traditionnels flipcharts, des jeux et des discussions ont été utilisés pour s'assurer que tous les participants, même illettrés, puissent participer et, surtout, être entendus.

En plus de veiller à ce que chaque comité soit composé de quatre femmes et de quatre hommes, le rôle des femmes a été assuré tout au long du processus. Dans la mesure du possible, l'équipe a veillé à ce que les femmes soient des éléments clés de la formation, que ce soit en tant qu'enseignantes, responsables de centres de santé, partenaires ou responsables de la communauté. Cela a permis de discuter de l'égalité des sexes à chaque session et d'inclure une perspective de genre et d'égalité dans toutes les approches.

Finalement, l'équipe s'est tournée vers la co-facilitation. L'équipe du programme s'est orientée vers une approche géographique – plutôt que thématique – avec une répartition de l'équipe dans trois zones, comprenant chacune six à sept communautés. Les chargés de projet connaissent tous bien les trois piliers du programme (conflit, genre et RRC) et ont pu former les communautés sur chacune de ces thématiques. Le fait de disposer d'un personnel dédié par zone a permis de développer des relations de confiance avec les communautés. Des assistants terrain ont également été engagés pour être basés au plus près des communautés dans chaque zone. Cela a permis de renforcer l'appui et le suivi des activités des comités et la compréhension des défis auxquels ils sont confrontés. Avec cette nouvelle approche, chaque comité est visité une fois toutes les deux semaines au lieu d'une fois par mois comme c'était le cas au début du programme.

Les comités ont été davantage «légitimés» par le renforcement des relations entre eux et les autorités locales et sous-prélectorales. Ceci a été réalisé par la formation et la sensibilisation des autorités locales sur des sujets tels que la violence basée sur le genre, la cartographie des services et les rôles et responsabilités du comité.

Adapter les méthodologies des Conversations Communautaires au contexte centrafricain

Les approches ci-dessus ont été construites sur la base de l'expérience de notre équipe en RCA, et d'autres équipes de Concern dans différents pays. La méthodologie des Conversations Communautaires (CC) a été adaptée au contexte de la RCA, initialement par la revue et la traduction des manuels existants de Concern en Sierra Leone et au Kenya. Les échanges avec le personnel concerné de ces pays nous ont permis d'acquérir une meilleure compréhension des questions liées à la mise en œuvre. La priorité était de pouvoir maintenir les objectifs et les principes fondamentaux de l'approche, tout en s'assurant que cela soit possible en fonction des cultures et des contextes spécifiques que nous avons au sein du programme et en RCA.

L'adaptation de l'approche s'est faite en trois étapes clés. Le changement le plus significatif a été de réduire la durée du cycle des conversations de 18-24 mois à 10-12 mois. L'objectif était d'avoir un calendrier plus pratique permettant à l'équipe programme d'avoir un engagement plus intense et soutenu avec les communautés, par rapport à un calendrier plus étalé dans le temps. La RCA est un pays instable qui fait face à des conflits récurrents, qui a un niveau élevé de dépendance à l'aide humanitaire et qui a une expérience limitée d'approches telles que les conversations communautaires.

Les sessions de conversation communautaire sont structurées autour de sujets spécifiques, d'histoires et d'exercices guidés pour minimiser le risque que le processus soit utilisé comme un forum de discussion négatif et contre-productif. Les sujets ont également été adaptés : après des consultations avec les équipes programme d'autres pays d'intervention de Concern et les conseillers spécialisés dans les questions de genre et d'égalité, une sélection d'exercices et d'outils a été choisie parmi l'approche CC existante pour que ceux-ci correspondent mieux aux objectifs du programme en RCA (y compris la réduction de la vulnérabilité aux conflits et à la violence basée sur le genre).



Illustration 2: Le “portrait de famille” habituel lors d’une formation sur le genre à Bekadili, en octobre 2020. Les membres du Comité sont invités à assister à la réunion avec leurs partenaires. Photo: Marie Gille.

Les outils retenus comprennent une série d’activités qui mettent en évidence les rôles des femmes dans la communauté et adaptent le langage, les exemples et les questions critiques à débattre pour mieux refléter les objectifs de consolidation de la paix du programme. Enfin, le manuel a été traduit en français puis en langue locale (sango) pour le rendre plus accessible aux animateurs communautaires. Les exemples et les histoires qui sont inclus dans le manuel, ainsi que les images et les outils, ont également été adaptés pour mieux refléter le contexte local.

Défis

Malgré l’accord conclu avec les responsables de la communauté lors de l’atelier de planification stratégique au début du programme pour ne pas offrir d’incitations aux membres des comités ou aux bénéficiaires directs, quatre mois après la création des comités, les membres ont exprimé à nouveau leur besoin de recevoir une compensation pour leur mobilisation. La décision initiale était fondée sur des considérations de durabilité

- pour éviter l’arrêt des activités une fois que le financement et les appuis auraient cessé. Après une enquête plus approfondie, il est apparu clairement que les communautés s’étaient habituées à recevoir une compensation financière pendant les phases d’urgence des programmes dans la région et qu’elles en étaient venues à considérer que c’était une obligation pour les ONG œuvrant dans leur région. Compte tenu de leur expérience avec les ONG, les communautés étaient devenues de plus en plus conscientes de leur pouvoir de négociation. Une décision devait être prise pour trouver un équilibre entre la viabilité à long terme et la viabilité à court terme du programme. Un compromis a été trouvé par l’équipe programme pour fournir un «remboursement des frais de transport» sur une base mensuelle à chaque membre du comité, ainsi qu’un montant fixe pour couvrir les frais de dîner des participants aux formations. Étant donné que les formations s’étalent de 8h à 17h, l’indemnité journalière de dîner permet aux membres des comités de participer pleinement aux formations sans

avoir à se soucier de la nourriture pour eux ou leur famille pour cette journée.

Cette expérience a renforcé l'importance d'une pratique contextualisée, alimentée par un dialogue permanent avec les participants au programme. Même si la décision initiale a été prise pour soutenir la durabilité, elle n'a pas reconnu l'importance de certaines attentes contextuelles et culturelles. Même si les «frais de transport» et les «indemnités journalières de repas» sont justifiés en tant que tels, ils constituent un moyen de reconnaître et de motiver l'engagement continu des membres des comités. Quelle que soit l'influence des actions des acteurs humanitaires et de développement, culturellement parlant en RCA, la reconnaissance financière du temps est considérée comme extrêmement importante. Comme le dit l'adage (du Nord), «le temps, c'est de l'argent». Il n'y a aucune raison d'en attendre moins, surtout lorsque les ressources sont si limitées, un apprentissage clairement renforcé dans le contexte spécifique de ce programme.

Malgré le fait que les comités soient créés par des assemblées ouvertes aux communautés, il a été difficile de faire comprendre aux communautés que ces comités ne sont pas « Concern ». En effet, Concern forme et soutient matériellement les membres des comités, couvre leurs frais de transport et les accompagne, mais cela se fait dans le cadre d'un partenariat entre une structure communautaire et un acteur humanitaire/développement. Le comité communautaire de cohésion sociale reste le comité de la communauté, au sein de laquelle il travaille et œuvre pour son développement. Dans ce sens, nous avons non seulement souligné cela en toute occasion, mais nous avons aussi décidé de donner aux membres des comités une visibilité montrant leur identité propre. Au lieu que les t-shirts et les casquettes soient vertes ou portent le logo de Concern au centre, nous avons décidé qu'ils soient bleus avec des inscriptions jaunes ; le bleu représentant la paix et le jaune l'espoir. Nous espérons que cette démarcation renforce l'appropriation et l'autonomie des comités.

Le programme est également confronté à un défi en ce qui concerne le renouvellement des comités, leur mandat n'étant que de deux ans. L'élection transparente de nouveaux membres et le transfert des responsabilités, des connaissances, des outils et du matériel seront des défis qu'il faudra relever. Bien que les comités soient responsables de ce processus, ils seront soutenus par Concern afin de s'assurer qu'ils sont en capacité d'exercer cette responsabilité de façon transparente et durable, tout en gardant intacte la motivation et l'engagement de leurs membres.

Leçons en matière d'apprentissage et d'adaptation

La nécessité de la contextualisation résulte elle-même de la possibilité de bénéficier de la connaissance institutionnelle. Des outils existants et déjà testés, des collègues et des conseillers techniques, ont contribué ensemble à partager l'expertise et l'expérience à partir desquelles le programme a été construit en RCA. Une adaptation contextuelle et culturelle est alors apparue indispensable dans la conception des activités et dans le dialogue continu avec les communautés. Malgré les difficultés et grâce à une adaptation continue au sein du programme, les comités continuent de progresser. Bien qu'énoncées comme des plaintes, les préoccupations des comités ont été traitées par le dialogue et le compromis - deux éléments essentiels du rôle des comités au sein des communautés. Dans un contexte si tendu, chargé de conflits et de problèmes chroniques, la création d'un espace sûr permettant aux communautés de s'engager et de résoudre ces défis de manière autonome et collective met en avant un message fort sur notre rôle d'acteurs humanitaires : nous ne devons pas chercher pas à *contrôler* ou à *gérer*, mais à *faciliter*. Soulager les communautés des souffrances engendrées par une infinité de facteurs immédiats et historiques. Comment naviguer dans cette complexité?

Écouter, apprendre et s'adapter.

Mobiliser les communautés par le biais des comités d'éducation communautaire en Somalie

Écrit par Anne Wekesa Ejakait et Mohamed Ali Ibrahim avec la participation de Finola Mohan

Contexte

Au début des années 1990, après la guerre civile en Somalie, les systèmes gouvernementaux, y compris les systèmes d'éducation, étaient désintégrés, non structurés ou complètement démantelés. Par conséquent, les communautés ont dû assumer elles-mêmes une grande partie de la responsabilité des besoins des enfants en matière d'éducation, avec peu d'engagement de la part du ministère de l'éducation. Au milieu des années 1990, il est devenu évident que la seule façon de relancer le système éducatif était par une sensibilisation accrue des communautés et plus de participation locale. En l'absence d'un gouvernement pleinement fonctionnel, plusieurs écoles ont été ouvertes, tirant leur légitimité des communautés locales qui les avaient fondées. Pendant cette période, la violence a diminué et plusieurs projets éducatifs mis en œuvre par des ONG locales et des organisations internationales ont débuté dans certaines régions du pays. Concern a été l'une des organisations qui a soutenu les communautés pour construire/réhabiliter et améliorer la qualité de la gestion et de l'apprentissage dans les écoles, en particulier dans le bas Shebelle.

Les communautés locales ont investi dans le secteur de l'éducation plus que tout autre acteur. Ainsi, la plupart des écoles qui ont survécu à la guerre civile étaient gérées par les communautés locales. Bien que les communautés aient joué un rôle essentiel dans l'éducation de leurs enfants, elles étaient



Illustration 1: L'école Wilwal détruite pendant la guerre. Photo: Ahmed Ali Dirshe.

indépendantes du Ministère de l'Education, de la Culture et de l'Enseignement Supérieur (MECES) et ce manque de collaboration avec les fonctionnaires impliquait qu'il était difficile de s'assurer que les besoins des enfants en matière d'éducation étaient bien satisfaits.

Outre les effets négatifs de décennies de guerre civile, des crises récurrentes telles que les sécheresses sévères, les conflits ethniques



Illustration 2: Des écoliers jouent dans l'enceinte de l'école Wilwal reconstruite, 2020. Photo: Ahmed Ali Dirshe.

et les inondations exercent une pression supplémentaire sur le gouvernement, les communautés et les partenaires pour fournir les services de base tels que l'éducation.

Malgré ces difficultés, la Somalie a réalisé des progrès importants dans sa reconstruction après la guerre civile et dans la gestion des situations d'urgence. Elle s'engage maintenant sur la voie de la paix et du développement. Le rétablissement progressif de l'ordre, de la stabilité et des institutions nationales a suivi, et le gouvernement évolue vers une appropriation et une gestion effectives des activités de développement.

Afin de s'appuyer sur le succès de la participation communautaire dans le maintien et la restauration de l'éducation pendant les crises, le ministère fédéral de l'éducation a pour ambition d'améliorer le système éducatif, en particulier le rôle des communautés et la légitimité du gouvernement fédéral de Somalie (FGS) dans la gestion des écoles. Les comités d'éducation communautaire (CEC) contribuent à la mise en œuvre de politiques qui transformeront cette ambition en réalité.

Irish Aid a depuis longtemps financé et soutenu stratégiquement le programme d'éducation de Concern en Somalie, permettant à Concern de constituer une base de données qui est utilisée pour influencer le MECES. De ce fait, Concern est en mesure d'informer et d'influencer les priorités gouvernementales dans le cadre du plan stratégique du secteur de l'éducation (ESSP) et de la subvention pour la mise en œuvre du programme du secteur de l'éducation (ESPIG), notamment par la promotion et la défense du rôle fort et continu des CEC. Ceci a conduit à la sélection de Concern comme partenaire pour la mise en œuvre du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE). Ainsi, Concern s'est vu confier la responsabilité de l'élaboration du manuel de formation des CEC, de l'élaboration des politiques, de la formation et du déploiement du Plan d'amélioration des écoles (SIP), entre autres activités.

Dans la situation actuelle avec un gouvernement relativement stable en (2020), le MECES a montré son engagement à accroître la participation des communautés



Illustration 3: Formation CEC à l'école de Bananay Lower Shebele 2002. Photo: Ahmed Ali Dirshe.

dans la gestion des écoles en fournissant des directives pour le fonctionnement des CEC afin de favoriser une meilleure appropriation par les communautés, et d'accroître le niveau de participation permettant de mieux responsabiliser le secteur. Dans ce modèle de gestion scolaire, les membres de la communauté sont mobilisés et sensibilisés sur la nécessité d'avoir un système de gestion scolaire structuré.

Dans le cadre du GPE, Concern a travaillé avec le MECES et d'autres acteurs de l'éducation, y compris les CEC, afin de développer un dispositif standardisé pour la création et la formation des CEC et un cadre stratégique pour toutes les écoles de Somalie. Ces deux documents gouvernementaux ont été approuvés par le MECES et seront utilisés par celui-ci et d'autres acteurs de l'éducation. Le programme de formation harmonisé a été utilisé pour établir les CEC et est utilisé par Concern en partenariat avec le MECES au niveau fédéral et au niveau des provinces. Il est important de noter que le mode de formation tient compte des niveaux d'alphabétisation limités des membres des CEC. Les animateurs ont élaboré une stratégie

pour travailler avec les communautés allant du connu à l'inconnu par le biais de conversations dirigées/animées, avec peu d'écriture et de lecture. De petits groupes ont ensuite été formés pour poursuivre la conversation et les problèmes et solutions proposés ont été documentés par les directeurs d'école ou les membres sachant lire et écrire, en fonction des différentes capacités et contextes. Ces modules constituent une base à partir de laquelle le MECES poursuivra le renforcement des capacités des communautés en matière de gestion des écoles.

Le cadre stratégique des CEC institutionnalise les CEC au sein du MECES et définit les modalités de collaboration entre le MECES (porteurs d'obligations) et les communautés (détenteurs de droits). La stratégie s'aligne et se conforme aux lois fédérales et de l'État de Somalie. En outre, le cadre stratégique est également destiné à aider le MECES à atteindre ses objectifs stratégiques et à garantir la conformité légale et réglementaire. Toutes les parties prenantes sont censées connaître ce cadre stratégique et veiller à ce que leurs pratiques et interventions soient conformes à celui-ci.

Conformément au cadre stratégique des CEC, des réunions participatives sont organisées avec le personnel du MECES ou d'autres agences, pour partager les rôles, les responsabilités et les caractéristiques d'un membre des CEC. Ces réunions rassemblent toutes les parties prenantes de la communauté, les parents, les chefs de communauté, les chefs religieux, les commerçants et tout autre membre de la communauté qui s'intéresse à l'école. Il est clairement indiqué que le rôle est volontaire et qu'il n'y a pas de rémunération sous quelque forme que ce soit pour les deux ans de participation au comité. La stratégie des CEC décrit la structure et la création des CEC, composés de six membres élus démocratiquement en tenant compte des différents groupes d'intérêt de la communauté (chefs religieux, femmes leaders, parents, membres de la communauté, et représentants des personnes handicapées (PLWD) et des parents d'enfants ayant des besoins spéciaux à l'école). Le septième poste est automatiquement occupé par le directeur de l'école, qui fait office de secrétaire du comité.

Nous estimons que la contribution de Concern à l'élaboration du module de formation harmonisé des CEC, au déploiement de la formation des CEC dans 651 écoles¹, à la mise en œuvre de la subvention pour les programmes du secteur de l'éducation et à l'élaboration du cadre stratégique des CEC permettra un engagement plus important et plus fort entre les communautés et le ministère de l'Éducation pour un meilleur accès et un apprentissage de qualité pour tous les enfants somaliens.

¹ The 651 schools was mapped from the Southern State of Somalia, i.e. the Federal MoECHE and its Federal Member States (FMS) MoECHE. The GPE ESPIG grant covers four Federal states which includes Jubbaland, Galmudug, Hirsh belle, South-West State and Benadir Region (Mogadishu). The actual number of schools is not yet known as the MoECHE EMIS data systems is recently established and all schools were given the access to insert their school data. It is believed that the total number of schools is in the thousands.

Vers plus d'engagement

La première illustration d'un engagement accru est la décision du MoECHE de déboursier pour la première fois des fonds par le biais de Subventions à l'Intégration Scolaire sur les comptes des écoles, à raison de 5 000 dollars par école. Cela a fait suite à une formation approfondie des CEC sur la préparation des SIP, la gestion financière de base et la tenue des comptes. Ces fonds seront versés deux fois, le premier versement a été effectué au début du mois de novembre 2020 et le deuxième sera effectué au cours du deuxième trimestre 2021. L'importance du SIP est que les communautés ont la liberté de discuter à leur niveau et de décider comment elles veulent utiliser les fonds pour améliorer l'apprentissage de leurs enfants. Il est également important de noter que le SIP est un cadre et une base pour le développement durable car les communautés mobilisent leurs propres ressources et un dispositif à travers lequel le MECES, les autres donateurs et les acteurs de l'éducation s'engagent avec les communautés en fonction de leurs propres besoins et priorités. Les communautés seront soutenues par les fonctionnaires du MECES basés dans chaque province et district pour mettre à jour en permanence leurs SIP afin de refléter l'évolution du contexte et des besoins.

En plus de soutenir l'amélioration de la gestion des écoles, le renforcement des CEC joue un rôle important dans l'amélioration de la qualité de l'apprentissage pour les garçons et les filles. Grâce au financement d'Irish Aid, Concern Worldwide a mené une évaluation des compétences de base en lecture (EGRA) dans cinq écoles du Gouvernement Fédéral de Somalie (GFS) à Mogadiscio, en 2013-2015. Dès le début, nous avons utilisé les résultats de cette évaluation pour identifier toute lacune dans les compétences en lecture des enfants et utilisons ces conclusions pour concevoir chaque année le contenu de la formation des enseignants. Les écoles ciblées ont montré une amélioration significative de la lecture (garçons et filles). Les élèves de deuxième

année ont obtenu un score moyen de 42 mots corrects par minute (mcpm) en 2015, soit plus du double du score de 16 mcpm atteint en 2013. Les scores se sont améliorés de manière significative entre les années d'études au fur et à mesure que les élèves progressaient. En 2015, les scores des élèves de 4e année ont atteint une moyenne de 64 mots par minute, contre 51 en 2013. En 2015, il n'y avait pas de différence entre les scores des garçons et des filles de troisième année à 54 mcpm, par rapport à 2013 où les filles avaient un score de 26 mcpm et les garçons 31 mcpm. Ce succès est largement attribué aux CEC qui mènent des campagnes parmi les membres de la communauté pour donner aux filles suffisamment de temps pour étudier à la maison et qui surveillent constamment

l'assiduité des enseignants et des élèves. Ces résultats devraient se refléter et s'amplifier à mesure que les CEC deviendront plus efficaces dans un plus grand nombre d'écoles à travers la Somalie.

La formalisation du rôle essentiel des communautés dans la gestion des écoles et de l'apprentissage des enfants combinée au soutien du MECES, renforce et pérennise le système éducatif en Somalie. La capacité accrue des communautés à soutenir l'éducation de leurs enfants les placera dans une position plus forte pour résister à de possibles interruptions à l'avenir, comme on l'a vu dans le passé, augmentant les chances pour les enfants de bénéficier d'un accès sûr à une éducation de qualité qui favorise leur bien-être.



Illustration 4: Membres du CEC à une cérémonie de la communauté pour la de fin d'année à l'école Jabuti, 2012.
Photo: Ahmed Ali Dirshe.

Auteurs ayant contribué

Finola Mohan, Programme Knowledge and Learning Adviser (Conseillère en connaissances et apprentissage), Concern Worldwide Ireland

Connell Foley, Strategy, Advocacy and Learning Director (Directeur de la stratégie, du plaidoyer et de l'apprentissage), Concern Worldwide Ireland

Mohamud Rirash, Technical Specialist-Agriculture & NRM (Spécialiste technique - Agriculture et NRM), Concern Worldwide Somalie

Abdulkadir Moalin, Senior Field Coordinator (Coordinateur principal sur le terrain), Concern Worldwide Somalie

Abdulkadir Ibrahim, Resilience Programme Manager (Responsable du programme de résilience), Concern Worldwide Somalie

Paz Lopez-Rey, Resilience Programme Coordinator (Coordinatrice du programme de résilience), Concern Worldwide Somalie

Bryenne Gilmore, Research Fellow (Chercheuse), Trinity College Dublin, Concern Worldwide Kenya

Zaccheous Nguku Mutunga, Community Empowerment Manager (Responsable pour l'autonomisation des communautés), Concern Worldwide Kenya

Ohidul Islam, Flood Resilience Programme Field Coordinator (Coordinateur sur le terrain, programme de résistance aux inondations), Concern Worldwide Bangladesh

Shahen Ahamed, Project Manager, Flood Resilience Programme (Chef de projet, Programme de résistance aux inondations), ASOD, Bangladesh

Mausumi Sharmin, Gender Coordinator (Coordinatrice pour les questions de genre), ILUEP, Concern Worldwide Bangladesh

Alex Tsakiridis, Former Programme Manager – Conflict, Gender, DRR (Ancien directeur de programme - Conflit, genre, DRR), Concern Worldwide RCA

David Jones, Monitoring and Evaluation Manager (Responsable du suivi et de l'évaluation) Concern Worldwide RCA

Marie Gille, Grant Development and Compliance Manager (Responsable des demandes de subventions et de la conformité), Concern Worldwide RCA

Anne Wekesa Ejakait, Programme Adviser (Conseillère de programme), Concern Worldwide Somalie

Mohamed Ali Ibrahim, Deputy Education Programme Manager (Directeur adjoint du programme d'éducation), Concern Worldwide Somalie

À qui s'adresse la publication

Tous les personnels impliqués dans la conception, la mise en œuvre, la gestion, le suivi, l'évaluation et la communication du travail fait par Concern. Cette publication devrait aussi être partagée avec les partenaires.

Ce qu'inclut cette publication

- Pratique prometteuse
- Apprentissage organisationnel
- Promotion d'approches de programmation multisectorielles et intégrées
- Liens vers les rapports complets

Ce qu'elle n'inclut pas

- Des recommandations ciblées
- Des preuves supplémentaires ne figurant pas dans les documents cités
- Des descriptions détaillées des interventions ou de leur mise en œuvre

GRUPE DE TRAVAIL DE RÉDACTION

- **Finola Mohan** : Rédactrice en chef et éditrice du numéro

Mots clés

Engagement communautaire, autonomisation, résilience, participation, axé sur les populations, voix, prise de décision, partenaires, plans d'action communautaires.

Les points de vue exprimés dans Knowledge Matters sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de Concern Worldwide et de ses partenaires. Concern Worldwide encourage l'impression et la reproduction de ces informations pour un usage exclusivement personnel et non commercial, à condition que la source soit clairement indiquée.

Conception et impression : Pixelpress

Republic of Ireland

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2
00 353 1 417 77 00
info@concern.net

Northern Ireland

47 Frederick Street
Belfast
BT1 2LW
00 44 28 9033 1100
belfastinfo@concern.net

England and Wales

13/14 Calico House
Clove Hitch Quay
London
SW11 3TN
00 44 207 801 1850
londoninfo@concern.net

Republic of Korea

(04034) 5 fl, 12, Yanghwa-ro
11-gil, Mapo-gu, Seoul,
Republic of Korea
00 82 324 3900
www.concern.kr

USA

355 Lexington Avenue
16th Floor
New York
NY 10017
00 1 212 5578 000
info.usa@concern.net

www.concern.net

KNOWLEDGE MATTERS

Numéro 29 | Décembre 2020

CONCERN
worldwide

ENDING
EXTREME POVERTY
WHATEVER
IT TAKES